

definite hope of aid to other continents in the investigation and solution of their problems.

In other words, if the United States decided to assert its leadership now, as it did during the war years, accepting the unparalleled responsibilities of such a great world undertaking, we believe that we should then have the most fruitful cooperation between great and small nations in building a new world order, and that we have the best guide to action by the General Assembly in President Truman's words at the opening of our session last year. President Truman said on that occasion:

"The war has left many parts of the world in turmoil. Differences have arisen among the Allies. It will not help us to pretend that this is not the case. But it is not necessary to exaggerate those differences. For my part, I believe there is no difference of interest that need stand in the way of settling these problems and settling them in accordance with the principles of the United Nations Charter. Above all, we must not permit differences in economic and social systems to stand in the way of peace, either now or in the future. To permit the United Nations to be broken into irreconcilable parts by different political philosophies would bring disaster to the world."¹

The PRESIDENT: We shall adjourn now and meet again at 3.30 p.m.

The meeting rose at 1.50 p.m.

EIGHTY-NINTH PLENARY MEETING

Held in the General Assembly Hall at Flushing Meadow, New York, on Monday, 22 September 1947, at 3.30 p.m.

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

16. Continuation of the General Debate

The PRESIDENT: I call upon the representative of the Dominican Republic.

Mr. DESPRADEL (Dominican Republic) (*translated from Spanish*): The voice of the Dominican Republic, which is raised, not for the first time, in support of mankind's endeavour to defend peace based on justice, has a moral right to be heard in these precincts because of the sincerity which has inspired the actions of the Dominican people throughout their history.

In the darkest days of the war, when the fate of the democracies appeared still uncertain, our

¹ See *Official Records of the second part of the first session of the General Assembly, plenary meetings, page 685.*

naient aux autres continents un espoir positif d'assistance dans l'étude et la solution de leurs difficultés.

En d'autres termes, si les Etats-Unis décidaient d'assumer maintenant un rôle de direction, comme ils l'ont fait pendant les années de guerre, en acceptant les responsabilités sans précédent qu'implique une entreprise mondiale d'une telle envergure, nous croyons qu'on verrait alors les grandes et les petites nations coopérer de la façon la plus fructueuse à l'établissement d'un nouvel ordre mondial; nous croyons aussi que l'Assemblée ne peut trouver de meilleures directives que dans les paroles prononcées par le Président Truman à l'ouverture de notre session de l'année dernière. Il a dit alors:

"La guerre a laissé de furieux remous dans de nombreuses parties du monde. Des divergences ont surgi parmi les Alliés. A quoi bon essayer de les nier. Mais il ne faut pas non plus en exagérer l'importance. Personnellement, je ne crois pas qu'il existe des divergences d'intérêt susceptibles d'empêcher qu'on règle ces problèmes, et qu'on les règle conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Avant tout, nous ne devons pas permettre que des différences entre les systèmes économiques et sociaux constituent un obstacle sur le chemin de la paix, ni maintenant, ni dans l'avenir. Laisser les Nations Unies se scinder en blocs irréconciliables du fait de conceptions politiques différentes, ce serait vouer le monde au désastre¹."

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je vais maintenant lever la séance qui sera reprise à 15 h. 30.

La séance est levée à 13 h. 50.

QUATRE-VINGT-NEUVIEME SEANCE PLENIERE

Tenue dans la salle de l'Assemblée générale, à Flushing Meadow, New-York, le lundi 22 septembre 1947, à 15 h. 30.

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

16. Suite de la discussion générale

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): La parole est au représentant de la République Dominicaine.

M. DESPRADEL (République Dominicaine) (*traduit de l'espagnol*): Ce n'est pas la première fois que la République Dominicaine élève la voix en faveur des tentatives entreprises par l'humanité pour défendre l'idée de la paix fondée sur la justice. Elle a l'autorité morale nécessaire pour se faire entendre en cette enceinte en raison de la sincérité des motifs qui l'ont inspirée dans ses actes tout au long de son histoire.

Au cours des jours les plus malheureux de la guerre, alors que le sort des démocraties paraissait

¹ Voir les *Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, séances plénières, page 685.*

country collaborated actively on behalf of the cause of right then being upheld on the battlefield by the peoples who are today sharing in the deliberations of this high assembly, now meeting in an atmosphere of uneasiness. This fact should, however, only spur it on to greater efforts for the benefit of mankind.

A few hours after the treacherous attack on Pearl Harbor, the Dominican Republic, honouring its tradition of law and its international engagements, resolutely went to war to show its solidarity with, and to share the fortunes of, the victim of that hateful aggression, thus taking part at its side in the hazards and responsibilities of the struggle for the defence of freedom of the peoples, and of human dignity. In conformity with this attitude, on the historic occasion of the third meeting of Foreign Ministers in Rio de Janeiro, we championed a joint declaration of war by all the American nations against the totalitarian powers. For the sake of continental solidarity, we supported the agreements there adopted, although they were in fact less radical than the position taken up and the views maintained by the people and Government of the Dominican Republic.

As soon as victory began to dawn on the horizon, victory won at the price of such cruel sacrifices, we devoted all our energies to securing effective collaboration in the efforts at San Francisco to produce a world organization worthy of the high destiny of mankind and of civilization.

Once the proposal which brought the United Nations into being had taken final shape, we placed all our reserves of faith and hope in it. We remain loyal to the ideals which inspire it despite the occasional disquieting vicissitudes which sometimes seem to cloud the future of this institution of world-wide importance, and for that reason the future of all mankind.

It is a source of satisfaction to us that we can now appear in this Assembly and furnish the clearest proofs that we have fulfilled all the agreements and recommendations directly or indirectly connected with the mission and activities of the United Nations. We have, in fact, ratified the following conventions, for which we have deposited the appropriate instruments with the Secretariat: that creating the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization; that dealing with the privileges and immunities of the United Nations; that relating to the constitution of the International Refugee Organization; that relating to the Agreement on interim measures to be taken in respect of refugees and displaced persons; that referring to the Protocol amending the Conventions on Narcotic Drugs; that concerning the World Health Organization; the Agreement on the Inter-

sait encore incertain, notre pays a collaboré activement à la cause du droit que défendaient alors, par les armes, les peuples qui participent aujourd'hui aux délibérations de cet aréopage, réuni sous des signes inquiétants, mais incité par cela même à faire œuvre féconde pour le plus grand bien de l'humanité.

Quelques heures après la perfide attaque de Pearl Harbor, la République Dominicaine, faisant honneur à ses traditions juridiques et aux obligations internationales auxquelles elle avait souscrit, a adopté une attitude résolue de belligérance à l'égard de l'agresseur et de solidarité avec la victime de l'odieuse agression, désireuse qu'elle était de se ranger aux côtés de la victime, de courir les mêmes dangers qu'elle, de partager ses responsabilités dans la lutte entreprise pour la défense de la liberté des peuples et de la dignité humaine. Conformément à cette attitude, nous avons participé à la troisième réunion des Ministres des Affaires étrangères à Rio-de-Janeiro pour nous faire, en cette occasion historique, les avocats d'une déclaration de guerre conjointe de toutes les Nations de l'Amérique aux Puissances totalitaires. Pour la cause de la solidarité continentale, nous avons soutenu les accords qui y ont été conclus, bien que ceux-ci aient en réalité exprimé d'une façon moins radicale l'attitude du peuple et du Gouvernement de la République Dominicaine.

Lorsque s'est levée à l'horizon l'aube de la victoire, obtenue au prix de tant de sanglants sacrifices, nous avons contribué de tout notre enthousiasme à une collaboration efficace à l'effort entrepris à San-Francisco pour la création d'un monde qui réponde mieux, par son organisation, au destin élevé de l'humanité et de la civilisation.

Lorsqu'a pris corps la proposition qui a donné la vie à l'Organisation des Nations Unies, nous avons consacré à cette Organisation toutes les forces de notre espérance et de notre foi, et nous restons fidèles aux idéaux qui l'inspirent malgré les contingences et les alternatives parfois inquiétantes qui, à certains moments, paraissent assombrir l'avenir de cette institution d'importance universelle, et, pour cette raison, l'avenir de l'humanité tout entière.

Nous avons la satisfaction de comparaître maintenant devant cette Assemblée et de pouvoir prouver de la façon la plus manifeste que nous avons observé tous les accords et toutes les recommandations qui, directement ou indirectement, ont trait à la mission et à l'activité des Nations Unies. Nous avons en effet ratifié les conventions suivantes, en déposant au Secrétariat les instruments nécessaires: Convention créant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, convention relative à la constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés; Accord relatif aux dispositions provisoires devant être prises à l'égard des réfugiés et personnes déplacées; Convention relative au Protocole amendement les Conventions sur les stupéfiants et amendements y relatifs, Convention relative à

national Monetary Fund; the Agreement on the International Bank for Reconstruction and Development, and that relating to the constitution of the Food and Agriculture Organization of the United Nations.

To the above list might be added the fulfilment by the Dominican Republic of other resolutions adopted by the Assembly, including all obligations of an economic character, but because of the extreme humanitarian importance of the subject, I wish to make special mention of the contribution which our country has just made to the International Children's Emergency Fund. When the United Nations Relief and Rehabilitation Administration came to an end, the International Fund was formed with the noble aim of helping destitute children. The Dominican Republic, after loyally fulfilling all its obligations to UNRRA, is now giving its complete collaboration to the new body. It has not only sent a very handsome contribution, but has offered hospitality to thousands of European children who will now be able to find homes and succour in our country under the protection of the Dominican State.

In such circumstances it is only natural that the Dominican Republic should take the most lively interest in the subjects on the extensive agenda of this session of the Assembly. Although this interest applies to each and all of the said subjects, we wish nevertheless to refer to one or two in particular in order to define, from the outset, the position of the Dominican Government with regard to them.

First of all we must consider the problem connected with the exercise of the privilege of the veto. As a country belonging to a continent where the principle of the sovereign equality of States is regarded as inviolable, the Dominican Republic could not view with sympathy the establishment of an exclusive privilege for the great Powers; nevertheless, at San Francisco we bowed to an expediency which the facts seemed to warrant. Now, however, the need to perfect legal systems and adapt them to the great ideals which animate the United Nations calls for a reasonable revision of that privilege in order to try to make it better adapted to the fundamental principles underlying the Charter, and particularly to that of the juridical equality of States. We entertain the hope that at no distant date this privilege will disappear entirely; but we feel that, in view of the far from satisfactory results of the use which has been made of it, we must all, here and now, endeavour to secure some regulation of it which will reduce its present disadvantages and adequately restrict its use.

With regard to Palestine, our position was clearly defined at the special session of the

l'Organisation mondiale de la santé, Accord sur le Fonds monétaire international, Accord relatif à la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur et Convention relative à la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

A l'exposé qui précède, on pourrait ajouter que la République Dominicaine s'est conformée à d'autres résolutions adoptées par cette Assemblée, et notamment à toutes les obligations de caractère économique. Je désire toutefois faire une mention spéciale de la contribution que notre pays vient de faire au Fonds international de secours pour l'enfance étant donné l'importance particulière que cette question présente pour l'humanité. Le Fonds international a été créé après la cessation des activités de l'UNRRA dans la noble intention de secourir l'enfance déshéritée. La République Dominicaine, après avoir rempli fidèlement tous les engagements contractés à l'égard de l'UNRRA, continue à prêter son entière collaboration à la nouvelle organisation qui vient d'être créée, non seulement par le versement d'une importante contribution, mais également par l'hospitalité qu'elle offre à des milliers d'enfants européens qui trouveront en notre pays, sous la protection de la République Dominicaine, un foyer et une aide.

Il est naturel, pour les raisons que je viens d'exposer, que la République Dominicaine consacre l'attention la plus vive aux questions inscrites à l'ordre du jour chargé de cette session de l'Assemblée générale. Bien que cet intérêt porte sur toutes et chacune desdites questions, nous désirons nous référer plus particulièrement à certaines d'entre elles pour définir dès maintenant la position du Gouvernement dominicain à leur sujet.

En premier lieu, notre attention se porte sur le problème de l'exercice du privilège du veto. En notre qualité de pays situé dans un continent où l'on considère comme intangible le principe de l'égalité souveraine des Etats, la République Dominicaine n'a pu considérer avec sympathie la création d'un privilège réservé exclusivement aux grandes Puissances, mais, à San-Francisco, nous nous sommes inclinés devant la nécessité imposée par les circonstances. La nécessité de perfectionner les systèmes juridiques et de les adapter aux nobles idéaux qui animent les Nations Unies, impose cependant aujourd'hui une révision raisonnable de ce privilège, afin d'essayer de mieux l'adapter aux principes fondamentaux qui servent de base à la Charte et plus particulièrement à l'égalité juridique des Etats. Nous osons espérer que le jour n'est pas lointain où ce privilège disparaîtra totalement, mais nous estimons que, dès maintenant, compte tenu des résultats peu satisfaisants de l'usage qui a été fait de ce droit, nous devons nous efforcer tous de parvenir à une réglementation atténuant les inconvénients actuels et limitant, de ce fait, l'exercice de ce privilège.

Pour ce qui est de la question palestinienne, notre position a été clairement définie au cours

Assembly which was convened especially for that purpose. After reading the carefully prepared report of the United Nations Special Committee on Palestine¹ we are confident that a harmonious and just solution can be reached for the two great peoples, Arab and Hebrew, whose destinies are linked to that territory. We admire and respect those two noble peoples, whose rights and aspirations are supported by thousands of years of tradition, and, in accordance with our policy of sheltering and protecting all unjustly persecuted groups, we have offered the Jews work and a home of their own in our country.

Turning to the Treaty of Peace with Italy, we have associated ourselves with the proposal of the Argentine Republic that the agenda of this session of the Assembly should include discussion of a recommendation that the interested Powers be invited to consider revision of that instrument. We were moved to do so out of admiration for the Italian people's achievements in the history of human culture, because of the ties of friendship which link that great country and all the Latin nations, and because of the sincerity it has shown in its desire to be associated in the democratic life of today.

We come, finally, to the special situation in Greece. It is evident that the Greek people is in the throes of a civil war which, it is alleged, is sustained by the interested assistance the insurgent bands are receiving from neighbouring countries. That being so, intervention by the United Nations in this affair is fully justified by the necessity of clarifying the position and lending Greece such assistance as circumstances may require for the purpose of freeing it from those foreign elements which are trying to create a state of anarchy there in violation of the respect due to the sovereignty of nations. And if it be asserted that precise evidence is still lacking, we nevertheless feel that it is entirely justifiable for the United Nations to carry out a full investigation of such a conflict with a view to adopting appropriate measures in accordance with international practice and with the provisions of the Charter which are the foundations of this Organization.

All civil wars which have possible international repercussions not only disturb the internal peace of the country concerned, but endanger the peace of neighbouring areas and consequently jeopardize that of the whole world. We trust that the United Nations, by the efficacious use of its resources, will be able to clarify the present dispute in Greece and ensure the respect due to the sovereignty of each nation, so that all may live together peaceably in every quarter of the globe.

There is no doubt about the weight of the responsibility and the immensity of the burden

¹ See *Official Records of the second session of the General Assembly*, Supplement No. 11.

de la session extraordinaire de l'Assemblée convoquée spécialement à cet effet. Après avoir lu le rapport préparé avec tant de soin par la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine¹, nous sommes certains que l'on peut arriver à une solution harmonieuse et juste pour les deux grands groupes humains, arabes et juifs, dont les destinées se trouvent liées à ce territoire. Nous admirons et nous respectons ces deux nobles peuples, dont les droits et les aspirations proviennent de traditions millénaires, et, fidèles à notre politique qui donne asile et protection à toute communauté injustement persécutée, nous avons offert aux Juifs du travail et un foyer dans notre pays.

En ce qui concerne le Traité de paix avec l'Italie, nous nous sommes associés à l'initiative prise par la République Argentine tendant à inscrire à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée, l'examen d'une recommandation invitant les Puissances intéressées à envisager la révision de cet instrument. Nous y avons été incités par l'admiration que mérite le peuple italien pour sa noble participation à l'histoire de la civilisation, pour les liens d'amitié qui unissent ce grand pays à toutes les nations d'origine latine et pour la sincérité dont il a fait preuve dans son désir de participer à l'activité démocratique de l'heure présente.

La situation particulière de la Grèce, enfin, attire notre attention. Il est évident que le peuple grec est bouleversé par une guerre civile qui, prétend-on, est entretenue par l'aide intéressée que les bandes insurgées reçoivent des nations voisines. S'il en est ainsi, l'intervention des Nations Unies dans cette affaire est pleinement justifiée par la nécessité de tirer cette question au clair et d'accorder à la Grèce le secours que peuvent exiger les circonstances afin de la libérer des influences étrangères qui cherchent à créer un état d'anarchie, en violation du respect qu'il convient de porter à la souveraineté des peuples. Et si l'on prétend manquer d'éléments précis pour porter un jugement, nous n'en estimons pas moins que les Nations Unies sont pleinement justifiées à procéder à une enquête détaillée sur ce conflit pour adopter les mesures convenables conformément aux règles internationales et aux dispositions de la Charte sur lesquelles repose notre Organisation.

Toute lutte intestine qui peut avoir des conséquences sur le plan international ne trouble pas seulement la paix intérieure du pays où elle se déroule, mais elle met en danger la paix des régions avoisinantes et menace par conséquent la paix du monde. Nous sommes persuadés que les Nations Unies, avec les moyens efficaces dont elles disposent, pourront faire toute la lumière sur le différend qui existe actuellement en Grèce, afin de faire respecter la souveraineté de chaque peuple et de permettre ainsi à tous les peuples de vivre paisiblement et en commun en tout endroit du globe.

Certes, la responsabilité que notre Assemblée assume est grande; le fardeau qu'elle s'impose,

¹ Voir les *Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale*, Supplément No 11.

imposed upon this Assembly. We are confident, however that the good will of the people who but yesterday united without hesitation in defence of their rights and common ideals, will overcome all obstacles so that the United Nations may continue its world-wide work of peace, and that this meeting, which has opened in an atmosphere of general expectancy, may mark a further advance towards the high ideal of human concord.

Mr. Aranha left the chair and Mr. Delbos (France) replaced him.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call upon the representative of Yugoslavia.

Mr. SIMIC (Yugoslavia) (*translated from French*): The United Nations, and particularly those among them which directly experienced the horrors of war and spared no effort to gain the victory, believed—and still believe—that the Charter of the United Nations embodies the fundamental principles which guided the Allies to victory and which form the only basis on which organized world peace can be founded.

There can be no doubt that the statesmen who led the Allied peoples in the war of liberation and opposed Hitler's bid for world domination voiced not only the interests, but also the conscious will of mankind when they laid the foundations of our Organization. The fundamental principles of the United Nations—international collaboration based on mutual respect and the concept of the sovereign equality of nations—undoubtedly correspond to the deep and age-old aspirations of all mankind. Consequently, these principles alone can serve as a basis for lasting peace throughout the world. For that reason our Organization represents an important step forward in the relationship between nations; and for the same reason the United Nations Charter is an instrument of concord, peace and progress.

Yet now that this Organization has been in existence for two years, the peoples are rightly beginning to ask themselves whether the hopes they placed in it are justified. This doubt is engendered, not by the principles on which the United Nations is based, nor by its structure, but by the policy followed by the Governments of certain influential Members. Several countries, which are among the founders of the United Nations and are also permanent members of the Security Council, are pursuing a policy which deviates from the principles of the United Nations Charter, which is incompatible with the Charter, and which is sometimes even opposed to the development of "friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples", as well as to "the principle of the sovereign equality of all its Members".

It is because of this policy that the past year has abounded in events which have incontestably worsened international relations, and which

immense. Mais nous croyons que la bonne volonté des peuples qui se sont unis hier sans hésitation pour la défense de leurs droits et de leurs aspirations communes surmontera tous les obstacles pour permettre aux Nations Unies de continuer leur œuvre de pacification universelle et pour permettre à cette Assemblée réunie dans une ambiance d'expectative générale de franchir enfin un pas nouveau vers la réalisation de l'idéal élevé de l'union de l'humanité.

M. Aranha quitte le fauteuil présidentiel et M. Delbos (France) y prend place.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole au représentant de la Yougoslavie.

M. SIMIC (Yougoslavie): Les Nations Unies, et particulièrement celles d'entre elles qui ont souffert directement des horreurs de la guerre et n'ont épargné aucun effort pour l'obtention de la victoire, ont considéré, et considèrent toujours, que la Charte des Nations Unies contient les principes fondamentaux qui ont conduit les Alliés à la victoire et qui représentent la seule base sur laquelle puisse se fonder l'organisation de la paix dans le monde.

Il est incontestable que les hommes d'Etat qui ont dirigé les peuples alliés dans la guerre libératrice menée contre la tentative hitlérienne de domination universelle, ont exprimé non seulement les intérêts mais aussi la volonté consciente de l'humanité, quand ils ont jeté les bases de notre Organisation. Les principes fondamentaux de notre Organisation — la collaboration internationale fondée sur le respect mutuel des peuples et le concept de leur égalité souveraine — correspondent, sans aucun doute, aux aspirations séculaires profondes de l'humanité; ils constituent, par conséquent, les principes qui, seuls, peuvent servir de base à une paix durable dans le monde. C'est pourquoi notre Organisation représente un grand pas en avant dans les relations entre les peuples; c'est aussi pourquoi la Charte des Nations Unies est un instrument de concorde, de paix et de progrès.

Cependant, après deux années d'existence de notre Organisation, les peuples commencent, non sans raison, à se demander si les espoirs qu'ils mettaient en celle-ci sont justifiés. Ce doute n'a été engendré ni par les principes mêmes de l'Organisation des Nations Unies, ni par sa structure, mais par la politique des Gouvernements de certains Etats Membres influents. Plusieurs pays, qui figurent au nombre des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et sont membres permanents du Conseil de sécurité, mènent une politique qui s'éloigne des principes de la Charte des Nations Unies, qui ne leur est pas conforme, ou qui se trouve même en opposition avec le principe dont s'inspire la Charte en disant qu'il faut "développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", ainsi qu'à celui de "l'égalité souveraine" de tous les Etats Membres.

C'est en raison de cette politique que l'année qui vient de s'écouler a abondé en événements qui ont incontestablement aggravé les relations

are premonitory signs of the growing danger of another war.

At the request of the United States Government — in other words, the Government of the country which more than any other is today in a position to lend economic assistance to other countries, and whose people realize the moral obligation of giving such assistance, since the United States is the only one of the principal Allies whose production capacity grew during the war, while the economy of most of the other Allies suffered seriously — at that Government's request, I say, UNRRA, one of the greatest monuments to the brotherhood of the freedom-loving peoples, was wound up at our last session. During the past year the principle of bilateral treaties of economic assistance has been applied, but at the same time certain States have been refused this assistance in flagrant disregard not only of the spirit, but also of the letter of General Assembly resolution 48(I) on relief needs after the termination of UNRRA.¹

Yugoslavia, the country which, during the Axis occupation, offered the strongest resistance to the occupying forces by forming an organized army within the "fortress of Europe", was excluded from the list of countries which were to receive the proposed assistance, and this in virtue of a law passed in Congress. This was manifestly a case of political discrimination. And this discrimination goes to even greater lengths. Most of the gold reserve of the National Bank of Yugoslavia, which had been saved from Hitler's clutches and at a time of dire necessity sent to the United States, an Allied country in which we had complete confidence, has been kept here and has not yet been restored to its rightful owner. There is still another fact I should like to mention. Last spring, while Yugoslavia was suffering from a food shortage due to last year's bad harvest, UNRRA was prevented from purchasing in this country for cash the potatoes we needed for food and seed, on the pretext that they could not be dispatched to Yugoslavia as all available shipping had been set aside for transporting food to Germany.

This year, outside the framework of the United Nations, an enterprise commonly known as the Marshall Plan for Aid to Europe has been organized. So far the development of this action has made it clear to everybody that its real object is to divide Europe, create a western bloc dependent on America and aimed against the Union of Soviet Socialist Republics and the new democracies, and endeavour to isolate the latter behind a dollar curtain.

This plan, however, is but one aspect of the international action undertaken in the name of the Truman Doctrine—a doctrine which proclaims and tries to justify interference in the

internationales, et qui sont les signes avant-coureurs du danger croissant d'une nouvelle guerre.

Sur la demande du Gouvernement des Etats-Unis — c'est-à-dire du Gouvernement du pays même qui aujourd'hui, plus que les autres, est en mesure d'offrir son aide économique aux autres nations, dont le peuple ressent l'obligation morale d'offrir cette aide, puisque ce pays est le seul des grands Alliés dont la capacité de production s'est accrue pendant la guerre tandis que l'économie de la plupart des autres Alliés a gravement souffert — sur la demande de ce Gouvernement, dis-je, au cours de la dernière session, on a dissous l'UNRRA, l'un des plus grands monuments de la fraternité des peuples épris de liberté. Au cours de cette année, on a utilisé le principe des traités bilatéraux pour accorder une aide économique, mais en même temps cette aide a été refusée à certains Etats, en flagrante opposition non seulement avec l'esprit mais aussi avec la lettre de la résolution 48 (I) de l'Assemblée générale sur les besoins d'assistance après la cessation de l'UNRRA¹.

La Yougoslavie, c'est-à-dire le pays qui, pendant l'occupation par les forces de l'Axe, a opposé la plus grande résistance aux occupants en créant, au sein de la "forteresse européenne", une armée organisée, a été exclue de la liste des pays qui devaient recevoir l'aide proposée, et cela par une loi votée par le Congrès américain. Il s'agit là d'une évidente discrimination politique. Cette discrimination va même plus loin. Le gros de la réserve d'or de la Banque nationale yougoslave, qui fut soustrait à Hitler et, à un moment de dure nécessité et en pleine confiance envers un allié, déposé aux Etats-Unis, se trouve retenu dans ce pays et n'a pas encore été rendu à son propriétaire légal. Je désire citer encore un fait. Au printemps dernier, pendant que la Yougoslavie souffrait d'une crise alimentaire provoquée par la mauvaise récolte de l'année passée, on a empêché l'UNRRA d'acheter ici, en payant comptant, des pommes de terre indispensables à l'alimentation et aux ensemencements, sous prétexte qu'elles ne pourraient être expédiées en Yougoslavie parce que les moyens de transport disponibles étaient réservés à la livraison des denrées alimentaires destinées à l'Allemagne.

Cette année, on a, en dehors de l'Organisation des Nations Unies, mis sur pied un plan communément appelé Plan Marshall d'aide à l'Europe. Les événements ont démontré jusqu'à présent à tout le monde qu'il était en réalité destiné à diviser l'Europe, à créer un bloc occidental assujéti à l'Amérique et dirigé contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les nouvelles démocraties, et à tenter d'isoler ces derniers pays au moyen d'un rideau de dollars.

Mais ce plan n'est qu'un aspect de l'action internationale entreprise au nom de la Doctrine Truman, doctrine qui annonce et prétend justifier l'intervention dans les affaires intérieures de

¹ See Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session.

¹ Voir les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de la première session.

domestic affairs of other countries whenever this is deemed necessary by a Government which sets itself up as a world arbiter, and as a judge, and seeks to place itself above all other Governments and even above the United Nations.

This role is costing the United States billions of dollars. True, this money is being spent with the idea of reconstructing and stabilizing foreign countries. But what is actually happening in the countries whose Governments are getting this large-scale assistance from America? What is going on in China? According to official United States data, the quantities of American war material sent to China during the first three months after the end of the war were greater than those despatched during the whole duration of the world war. What is happening in Greece? In Greece, with American money, war is being waged against a people devoted to the cause of freedom.

As for Western Europe, France, Italy, and certain other countries are quite obviously unable to find a way out of their post-war difficulties. The black market flourishes, the cost of living is rising, and fascist elements are raising their heads and once more proving dangerous. These countries, including Germany and Austria, are a paradise for the quislings and traitors of Eastern Europe, who live and operate there freely, pursuing their propaganda in favour of an atomic war against their countries of origin not only verbally and in writing, but also through their own radio transmitters. Even some of the worst war criminals, who according to our unanimous resolution 3(I)¹ of last year should have been handed over to the authorities of the countries in which they perpetrated their heinous deeds, go free in several of these States. We must note, when speaking from this platform, that thus far no Italian war criminal has been handed over to Yugoslavia, although no one can deny the gravity of the crimes they committed in our country during the war and occupation. You will probably be surprised to hear that the commander of Mussolini's Second Army, General Roatta, a war criminal who had thousands of hostages shot, and who burnt down hundreds of villages in my country, has recently published his war memoirs in Rome.

In this connexion I must also emphasize that armed fascist bands have already made their appearance in Italy, and are back at their despicable work, perpetrating the same crimes as those committed before and after Mussolini's rise to power. A week ago, these criminals carried out their first large-scale attack against the Slovenes of the Julian Marches who, during the twenty-five years of Mussolini's dictatorship, were the victims of pitiless repression.

You know that the frontier in the neighbourhood of Trieste and Gorizia has recently been

tout pays dès que cela est considéré comme nécessaire par un Gouvernement qui se pose en arbitre mondial, en juge qui veut se placer au-dessus de tous les autres Gouvernements et même au-dessus de notre Organisation.

Ce rôle coûte aux États-Unis des milliards de dollars. Ces dépenses, il est vrai, sont faites au nom de la reconstruction et de la stabilisation des pays étrangers. Mais que se passe-t-il, en réalité, dans les pays dont les Gouvernements reçoivent cette aide massive de l'Amérique? Que se passe-t-il en Chine? D'après des informations officielles américaines, les quantités de matériel de guerre américain envoyé en Chine au cours des trois premiers mois qui ont suivi la fin de la guerre, ont été plus considérables que celles qui y avaient été acheminées pendant toute la durée de la guerre mondiale. Que se passe-t-il en Grèce! Avec de l'argent américain, on y mène la guerre contre un peuple dévoué à la cause de la liberté.

En ce qui concerne l'Europe occidentale, la France, l'Italie et certains autres pays sont, de toute évidence, incapables de sortir des difficultés de l'après-guerre. Le marché noir y fleurit, le coût de la vie monte et les forces de caractère fasciste, osant relever la tête, se montrent à nouveau dangereuses: Ces pays, y compris l'Allemagne et l'Autriche, sont le paradis des quislings et des traîtres de l'Europe orientale, qui y vivent et agissent librement, poursuivant leur propagande en faveur de la guerre atomique contre leurs pays d'origine, non seulement par la parole et par l'écrit, mais aussi au moyen de leurs propres postes d'émission radiophoniques. Certains même des pires criminels de guerre qui, d'après notre résolution 3(I) de l'année passée¹, adoptée à l'unanimité, auraient dû être extradés et remis aux autorités des pays où ils ont perpétré leurs forfaits, circulent librement dans plusieurs de ces pays. Nous devons constater du haut de cette tribune que, jusqu'ici, aucun criminel de guerre Italien n'a été remis à la Yougoslavie. Or, il n'est personne qui puisse nier la gravité des forfaits qu'ils ont perpétrés dans notre pays pendant la guerre et sous l'occupation. Vous serez probablement étonnés d'apprendre que le commandant de la II^e armée mussolinienne, le général Roatta, criminel de guerre qui a fait fusiller pendant la guerre des milliers d'otages et brûler des centaines de villages dans mon pays, a publié récemment à Rome ses mémoires de guerre.

A cet égard, je dois encore souligner que des bandes fascistes armées ont déjà fait leur apparition en Italie et qu'elles se sont mises à leur basse besogne, se rendant coupables des mêmes forfaits que ceux qui ont été perpétrés avant et après l'accession au pouvoir de Mussolini. Il y a une semaine, ces criminels ont exécuté leur première attaque de grande envergure contre les Slovènes de la marche Julienne qui, pendant le quart de siècle de la dictature mussolinienne, ont été victimes d'une répression impitoyable.

Vous savez que, récemment, on a rectifié la frontière dans les régions de Trieste et de Gorizia,

¹ See Resolutions adopted by the General Assembly during the first part of its first session.

¹ Voir les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session.

modified as a result of the entry into force of the Peace Treaty. A few days beforehand, and manifestly in anticipation of this, these fascist bands, together with troops of the Italian regular army, entered Gorizia and perpetrated countless acts of violence against the Slovene population, maltreating the inhabitants and looting their homes. In the *New York Times* of 20 September 1947 this was referred to as "hunting the Slovenes". During these outbreaks of anti-Slovene violence, the Italian fascists publicly burnt thirty thousand Slovene books. This took place on 14 September, two days before the opening of our present session.

Such is the state of affairs in Italy, a country whose Government, as you know, slid toward the right during the past year, and under very curious circumstances. The consensus of world public opinion is that the State Department did not play the least important role in this process.

The picture presented by the eastern European countries is in striking contrast to all this. There, notwithstanding the tremendous devastation of war, reconstruction is making rapid strides. Democratic institutions are settling down in an atmosphere of peace, hard work, and growing stability.

We cannot attribute to mere chance the fact that these are precisely the countries which reject outside interference in their affairs, which have no hand in enterprises like the Marshall Plan, and which look only for loyal international collaboration in keeping with the principles of the United Nations.

Faithful to these principles, the USSR has given assistance to certain war-devastated countries, but has not asked for any privileges or any control in return. This has rendered very real assistance to the peoples of these countries. The people of France, too, have experienced its benefits.

Naturally, the Governments which pursue a policy contrary to the principles of our Organization, regard the Charter, and any decisions taken by us here in the spirit of the Charter, as undesirable obstacles.

I have no intention of listing here all the articles of the Charter and all the decisions of the last General Assembly which various Governments have failed to comply with during the year. The list would be a lengthy one. What I must stress, however, is the open and direct attack on one of the fundamental principles of the Charter: the rule of the unanimity of the great Powers. There is an effort to weaken and at the same time circumvent Article 27 by setting up a special committee on security in which the principle of unanimity would not apply. The establishment of such a committee would constitute a major alteration in the structure of our Organization. Without following the procedure provided for revising the Charter, and under the designation of a "subsidiary" body, an organ would thus be set up which in point of fact

comme suite à l'entrée en vigueur du Traité de paix. Quelques jours auparavant, de toute évidence comme mesure préalable, ces bandes fascistes sont entrées à Gorizia, avec des forces de l'armée italienne régulière, pour y commettre des actes de violence innombrables contre la population slovène, malmenant les habitants et pillant leurs habitations. Le *New York Times* du 20 septembre de cette année qualifie cet acte de "chasse aux Slovènes". Au cours de ces explosions de violence antislovène, les fascistes italiens ont brûlé publiquement trente mille volumes slovènes. Cela s'est produit le 14 septembre, deux jours avant l'ouverture de notre session actuelle.

Tel est l'état des choses en Italie, pays dont le Gouvernement, comme vous le savez, a glissé vers la droite au cours de cette année, dans des circonstances très curieuses. La conviction que le Département d'Etat n'a pas joué le rôle le moins important dans ce déplacement vers la droite a prévalu dans l'opinion publique mondiale.

Le tableau que nous offrent les pays de l'Europe orientale présente un contraste frappant avec un tel état de choses. Là, en dépit de dévastations énormes causées par la guerre, la reconstruction avance rapidement. Les institutions démocratiques s'y consolident dans une atmosphère de paix, de labeur ardu et de stabilité croissante.

On ne peut pas considérer comme un hasard le fait que ce sont justement ces pays-là qui rejettent l'ingérence des autres dans leurs affaires, qui ne participent pas à des plans du modèle Marshall et qui ne reconnaissent qu'une loyale collaboration internationale, conforme aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

Fidèle à ces principes, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a donné assistance à certains pays dévastés par la guerre, mais sans demander en retour aucun privilège ni aucun droit de contrôle. Cela a constitué une aide efficace pour les peuples de ces pays. Le peuple de France a ressenti également les bienfaits de cette aide.

Naturellement, les Gouvernements qui poursuivent une politique qui s'éloigne des principes de notre Organisation, ou qui leur est opposée, trouvent que la Charte et les décisions que nous prenons ici dans l'esprit de cette Charte sont des obstacles indésirables.

Je n'ai nullement l'intention d'énumérer ici tous les articles de la Charte, et toutes les décisions de la dernière Assemblée générale qui n'ont pas été respectés par les différents Gouvernements au cours de cette année. La liste en serait longue. Mais, ce que je dois souligner, c'est l'attaque ouverte et directe contre un des principes fondamentaux de la Charte: la règle de l'unanimité des grandes Puissances. On essaie d'affaiblir et, en même temps, de tourner l'Article 27 par la création d'une commission spéciale de sécurité dans laquelle le principe de l'unanimité des grandes Puissances ne serait pas en vigueur. La création d'une telle commission constituerait une modification capitale de la structure de notre Organisation. Sans suivre la procédure prévue pour la révision de la Charte, et sous le nom d'un corps "subsidaire", on créerait aussi un organe

would take the place of one of the essential organs of the United Nations. This, in reality, would be tantamount to establishing a new organization different from ours.

Such a situation, both in the world and in this Organization, throws fresh light on one of the most serious problems this Assembly has to face.

The so-called Balkan Question was settled by victory in the war of liberation. With the exception of Greece, where the great Powers are continuing, in a new form, their old game of imperialist power politics, all the Balkan peoples have shaken off the age-old yoke in order to live free and independent at last, in concord and friendship—an aim which is at the same time in keeping with the interests of world peace.

Nevertheless, the Greek problem still exists and has become an international one; but for this neither the Greek people nor their neighbours are responsible.

Allow me to recall a few facts of history which confirm my words and which, you will all agree, do not require any international inquiry for their verification.

British troops entered Greece at the moment when the Hitlerite army collapsed in the Balkans, after Greece had been liberated by her own people's army. At no time did these troops come in contact with the fleeing German units, but on the contrary they turned their weapons against the Greek people's army.

At the time, the world Press published reports revealing that British guns had shelled Athens from the Acropolis at the very moment when the British Prime Minister, Mr. Churchill, arrived on board a warship. Such action is known the world over as "armed intervention".

It is not surprising that after such intervention Greece had a régime which was on the best of terms with the United Kingdom Government, and that representatives of the latter played a direct part in the administration of the country. As an instance of this, I should like to quote an exchange of letters between Mr. Leeper, then the British Ambassador, and Mr. Voulgaris, then Prime Minister of Greece. These letters, dated 8 May 1945 (No. 221/34/45) and 12 May 1945 (No. 6944), recognized that the British Mission in Athens had absolute competence in connexion with organization, administration, the training of gendarmes and police, and the Greek prison service.

The nature of the régime thus established, in which active quislings held posts as high as that of Minister of Public Safety, is illustrated by the following passage from the report of the Commission of Investigation set up by the Security Council:¹

"This body of evidence was to the effect that opposition political groups in Greece had been

qui, de fait, se substituerait à l'un des organes essentiels de notre Organisation. Cela équivaudrait en réalité à la création d'une nouvelle organisation différente de la nôtre.

Une telle situation, dans le monde et dans notre Organisation, jette une nouvelle clarté sur une des questions les plus graves auxquelles notre Assemblée doit faire face.

La prétendue question balkanique a été résolue par la victoire dans la guerre libératrice. A l'exception du peuple grec dans le pays duquel les grandes Puissances continuent, sous des formes nouvelles, leur vieux jeu de politique impérialiste, tous les peuples balkaniques se sont libérés du joug séculaire pour pouvoir enfin vivre libres et indépendants, dans la concorde et l'amitié, ce qui correspond en même temps aux intérêts de la paix mondiale.

La question grecque, cependant, existe toujours et est devenue un problème international, mais la responsabilité n'en incombe ni au peuple grec, ni aux voisins de la Grèce.

Vous me permettrez de vous rappeler quelques faits historiques qui confirment ce que j'avance et pour l'établissement desquels, vous en conviendrez tous, aucune enquête internationale n'est nécessaire.

Les troupes britanniques sont entrées en Grèce au moment de la débâcle de l'armée hitlérienne dans les Balkans et après la libération de la Grèce par l'armée populaire grecque. Elles ne sont, à aucun moment, entrées en contact avec les unités allemandes en fuite, mais se sont, au contraire, servies de leurs armes contre l'armée populaire grecque.

A cette époque, la presse mondiale a publié des rapports révélant que les batteries britanniques avaient bombardé Athènes du haut de l'Acropole, à l'instant même où le Premier britannique, M. Churchill, arrivait à bord d'un navire de guerre. Dans toutes les langues, un tel acte est qualifié d'"intervention armée".

Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'après une telle intervention soit apparu en Grèce un régime qui maintenait les meilleurs rapports avec le Gouvernement de Grande-Bretagne et que les représentants de celui-ci aient pris une part directe à l'administration de la Grèce. Permettez-moi de citer comme exemple de cette participation l'échange de lettres entre M. Leeper, alors Ambassadeur du Royaume-Uni, et M. Voulgaris, alors Premier ministre de Grèce. Ces lettres, datées du 8 mai 1945 (No 221/34/45) et du 12 mai 1945 (No 6944), ont reconnu que la mission britannique à Athènes possédait une compétence absolue pour l'organisation, l'administration, l'entraînement de la gendarmerie et de la police et le service des prisons en Grèce.

Le caractère du régime ainsi créé, dans lequel les quislings actifs occupaient des postes aussi élevés que celui de Ministre de la sûreté publique, est illustré par les lignes suivantes extraites du rapport de la Commission d'enquête du Conseil de sécurité:

"D'après l'ensemble de ces témoignages, il apparaît que les groupements politiques de l'op-

¹ See document S/360, Volume I, page 179.

¹ Voir le document S/360, Volume I, pages 187-188.

subject to persecution in violation of the Varkiza Agreement of 12 February 1945, and that the civil rights of the Macedonian and Chamuriot minorities had been restricted. The persecution of opposition groups was said to have taken the form of large-scale arrests, of imprisonment or exile, beatings and other brutalities and the burning of houses as a punitive measure. The evidence indicated that this persecution was conducted by some members of the Greek gendarmerie and by officially tolerated right-wing bands. . . .”

The valiant Greek people, which heroically shed its blood during a long and devastating war, resisting an enemy so vastly superior as the Italian and German fascists, could not resign itself to such an unworthy fate. It therefore decided to resist the unbearable regime of a minority established and maintained by foreign intervention.

Such is the chain of events which has led to the present war in Greece.

Considering the danger to international peace and security which was inherent in the course of events in Greece, the Yugoslav Government drew the attention of the major Allies to this problem in 1945. This same problem was subsequently raised twice before the Security Council: once by the Union of Soviet Socialist Republics and a second time by the Ukrainian Soviet Socialist Republic.

Mr. Tsaldaris himself admitted at the time that the struggle taking place in his country involved other factors, which had no bearing on the allegations contained in the charges brought against Greece's northern neighbours. On 12 August 1946, he said to the correspondent of *The Times* of London: “The present activity of Greek anarchist bands in northern Greece raises only a purely internal Greek question on the maintenance of law and order among the Greek population.” “He did not think,” the correspondent adds, “that these guerrilla activities could be regarded in any way as an issue between Yugoslavia and Greece.”

A few months later, however, Mr. Tsaldaris, perhaps after having consulted the oracle at Delphi—or somewhere else—expressed a diametrically opposite opinion, obviously in an attempt to absolve the Greek regime and its protectors from any responsibility and to attribute it elsewhere. He then brought charges alleging that Greece's northern neighbours were helping Greek guerrillas.

Mr. Tsaldaris' regime and the United States Government have now gone further. They are accusing Greece's northern neighbours of threatening that country's independence and even its integrity. This assertion was of course warmly welcomed by all the warmongering Press, which exploited it for its own ends, by sounding the alarm, in the style of Goebbels, against Yugoslavia and even against the Soviet Union.

Mr. Tsaldaris' regime brought its accusation

position en Grèce ont été persécutés au mépris de l'accord de Varkiza du 12 février 1945, et que les droits civils des minorités macédoniennes et chamouriototes ont été restreints. La persécution des groupements d'opposition se serait manifestée par des arrestations en masse, par l'emprisonnement ou l'exil, par des voies de faits et autres sévices, ainsi que par des incendies de maisons à titre de mesure punitive. D'après ces témoignages, les persécutions seraient l'œuvre de certains membres de la gendarmerie grecque et de bandes organisées par la droite et officiellement tolérées. . . .”

Le vaillant peuple grec, qui versa héroïquement son sang dans une guerre longue et dévastatrice, résistant à un ennemi de beaucoup supérieur, comme l'étaient les fascistes italiens et allemands, ne put se résigner à une destinée aussi indigne de lui. C'est pourquoi il entreprit de résister au régime insupportable d'une minorité établi et maintenu par l'intervention de l'étranger.

Telle est la chaîne des événements qui conduisirent à la guerre actuelle en Grèce.

Considérant le danger pour la paix et la sécurité internationales inhérent à la marche des événements en Grèce, le Gouvernement yougoslave, en 1945, attira l'attention des Gouvernements des grands Alliés sur ce problème. Depuis, ce même problème fut posé deux fois devant le Conseil de sécurité: une fois, par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, une deuxième fois par la République socialiste soviétique d'Ukraine.

M. Tsaldaris lui-même a alors admis que la lutte qui se déroule dans son pays met en jeu d'autres facteurs, n'ayant aucun rapport avec les allégations contenues dans les accusations portées contre les voisins septentrionaux de la Grèce. Le 12 août 1946, il déclarait au correspondant du *Times* de Londres: “L'activité actuelle des bandes anarchistes grecques dans le nord de la Grèce soulève une question d'ordre purement intérieur, la question du maintien de la loi et de l'ordre parmi la population grecque.” “Son opinion n'était pas, ajoute le correspondant, que ces activités de guérillas pussent, d'une façon quelconque, être regardées comme posant une question entre la Yougoslavie et la Grèce.”

Or, quelques mois plus tard, M. Tsaldaris, peut-être après avoir consulté l'oracle de Delphes ou tel autre, exprima une opinion diamétralement opposée, s'efforçant évidemment de retirer toute responsabilité au régime grec et à ses protecteurs pour la placer autre part. Il porta alors des accusations aux termes desquelles il prétendait que les Etats voisins du nord de la Grèce aidaient les partisans grecs.

Le régime de M. Tsaldaris et le Gouvernement des Etats-Unis sont maintenant allés plus loin. Ils accusent les voisins du nord de la Grèce de menacer l'indépendance et l'intégrité même de ce pays. Il est naturel que cette affirmation ait été accueillie avec empressement par toute la presse belliciste qui l'a, de son côté, exploitée à ses propres fins, en sonnant, dans le style de Goebbels, l'alarme contre la Yougoslavie et même contre l'Union soviétique.

Le régime de M. Tsaldaris a porté son accusa-

against Greece's northern neighbours before the Security Council in December 1946. I would draw your attention to this date. Although the Yugoslav Government drew the attention of the chief Allies to the dangerous turn of events in Greece as long ago as July 1945, and although the Government of the USSR and also that of the Ukraine brought the matter before the Security Council during 1946, without any result, it was not until December 1946 that the Security Council decided to undertake an investigation in Greece as a result of the charges brought by Mr. Tsaldaris.

In his speech to this Assembly, Mr. Marshall based his remarks on the report of the Commission of Investigation, or, rather, on the conclusion of the majority of that Commission.

We are not concerned today with the facts relating to that investigation, but we do think it necessary to mention the fact that during the eighty-second meeting Mr. Marshall made the following statement from this platform: "You know that that Commission and its Subsidiary Group, by large majorities, have attributed the disturbances principally to the illegal assistance and support furnished by Yugoslavia, Albania and Bulgaria to guerrilla forces fighting against the Greek Government . . ."

I am sorry to have to draw Mr. Marshall's attention to the following facts. In the Commission's conclusions, one can find nowhere the assertion that the disturbances in Greece are mainly due to the assistance given by her northern neighbours to Greek guerrillas. The causes of the war in Greece are described as follows in the conclusions of the majority¹:

"The Commission, in considering the relation of Greek internal policy to the area of its inquiry, recognized that the disturbed conditions in Greece are a heritage of the tragic events of the war and of the consequent problems facing the Greek Government since the liberation."

The conclusions state, it is true, that the northern neighbours are giving assistance to the democratic armed forces in Greece, but the majority which approved these conclusions of the Commission is very small, since it consists of six votes to five. There is, therefore, no question here of the large majority claimed by Mr. Marshall.

The members of the Commission representing the USSR and Poland voted against the part of the document called Conclusions. The French members abstained from voting and submitted a written statement to the Commission, which was attached to the conclusions and which reads:²

"Conditions under which the inquiry was carried out were not, probably, such as to allow us to draw from it any conclusions based on sound juridical principles. Even if some delegations feel that it is possible to reach conclusions

tion contre les Etats voisins du nord de la Grèce devant le Conseil de sécurité en décembre 1946. J'attire votre attention sur cette date. Bien que, dès juillet 1945, le Gouvernement yougoslave ait attiré l'attention des grands Alliés sur le tour dangereux que prenaient les événements en Grèce, et bien que le Gouvernement de l'URSS ainsi que celui de l'Ukraine soviétique aient porté l'affaire devant le Conseil de sécurité, sans aucun résultat d'ailleurs au cours de l'année 1946, ce n'est qu'en décembre 1946 que le Conseil de sécurité décida de procéder à une enquête en Grèce après que M. Tsaldaris eut porté ses accusations.

C'est sur le rapport de la Commission d'enquête, ou plus précisément sur les conclusions de la majorité de cette commission, que M. Marshall s'est appuyé dans son discours devant la présente Assemblée.

Nous ne nous occuperons pas aujourd'hui des faits relatifs à cette enquête, mais nous considérons comme nécessaire de mentionner que, du haut de cette tribune, au cours de la quatre-vingt-deuxième séance, M. Marshall a fait la déclaration suivante: "Vous savez que cette Commission et son Groupe subsidiaire ont, à une grande majorité, attribué les troubles principalement à l'appui et à l'aide illégalement prêtés par la Yougoslavie, l'Albanie et la Bulgarie aux troupes de partisans qui luttent contre le Gouvernement grec."

Je regrette de devoir attirer l'attention de M. Marshall sur les faits suivants: dans les conclusions de la Commission, on ne trouve nulle part l'assertion que les troubles en Grèce sont dus principalement à l'aide apportée aux partisans grecs par les voisins du nord. Dans les conclusions de la majorité, on s'exprime dans les termes suivants sur les causes de la guerre en Grèce¹:

"La Commission, en examinant dans quelle mesure la politique intérieure grecque affecte l'enquête dont elle est chargée, a reconnu que les troubles actuels sont une séquelle des événements tragiques de la guerre et des problèmes qui se posent pour le Gouvernement grec depuis la libération."

Il est exact que, dans les conclusions, il est dit que les voisins du nord donnent assistance aux forces armées démocratiques de Grèce, mais la majorité, qui a approuvé ces conclusions de la commission, est très faible, puisqu'elle se compose de six voix contre cinq. Il ne s'agit donc pas d'une forte majorité, comme M. Marshall l'a affirmé.

Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Pologne à la Commission ont voté contre la partie du document intitulée Conclusions. Le membre français s'est abstenu de voter et a saisi la Commission d'une déclaration par écrit qui a été jointe aux conclusions et dans laquelle nous lisons²:

"Les conditions de l'enquête n'ont probablement pas été telles qu'elles permettent d'en tirer des conclusions fondées sur une base juridique solide. Même si certaines délégations considèrent que, sur des points isolés, il est possible

¹ See document S/360, Volume I, page 178.

² *Ibid.*, pages 241 and 242.

¹ Voir le document S/360, Volume I, page 186.

² *Ibid.*, page 250.

dealing with isolated facts, this method involves considerable risks. For indeed, by throwing a bright light on one particular aspect of the question, while leaving others in the shade, the perspective of the investigation might be distorted. Partial conclusions, therefore, would of necessity be unjust to the parties concerned, and misleading to the Security Council."

The Belgian and Colombian members who signed the conclusions also reserved their opinion on the question of the responsibility of the northern neighbours, in a written statement relating to these conclusions.

What are the proofs underlying the conclusions of these six members to which Mr. Marshall refers?

Why is it not said that the principal witnesses proposed by the Greek Government were either criminals or persons whom tortures in prison had forced to bear witness against Yugoslavia, Bulgaria and Albania? Why is it not said that their depositions were full of contradictions and that these were retracted on many occasions?

With your permission, I should like to quote the moving words of one of the principal witnesses. He said:¹ "I am unable to explain why I have not yet been executed. I think they wanted to keep me so that I might make statements to you today against neighbouring countries."

Thus, if the Commission of Investigation had done its duty scrupulously and conscientiously, examining only the actual facts, without regard for political considerations, with the sole purpose of establishing the material truth in order to enable the competent organizations of the United Nations to formulate firm conclusions in accordance with the spirit and letter of the Charter, in conformity with Article 34, the Commission would undoubtedly have ascertained that the guilt for the serious conditions prevailing in Greece falls back upon those who are attempting to escape from their position as defendants and to assume the role of prosecutors and judges.

In this connexion it is essential to emphasize once more certain facts which are well known and irrefutable.

The United States, which in the meantime has assumed the rôle formerly played by the United Kingdom in Greece, has paid \$250 million to the Greek régime on the condition that it, the United States, should control the use of this money. It is already exercising this control, as is proved by the fact that the present Greek Government was formed in the United States Embassy at Athens. The establishment of this Government was accompanied by characteristic statements, for instance by that of Mr. Griswold, which contains the following open threat: "Failure to carry out United States orders will effectively influence the programme of American assistance."

The *New York Times* of 2 September 1947 illustrated the nature of this demand as follows:

de rédiger des conclusions, quel ne serait pas le danger de cette rédaction partielle? Elle risquerait, en éclairant vivement un aspect particulier et en laissant dans l'ombre d'autres problèmes, de fausser la perspective de l'enquête. Or, des conclusions incomplètes seraient nécessairement injustes pour les parties en cause, et trompeuses pour le Conseil de sécurité."

Les membres belge et colombien qui ont signé les conclusions ont également réservé leur opinion sur la question de la responsabilité des Etats voisins du nord par une déclaration écrite relative à ces conclusions.

Quelles sont les preuves sur lesquelles s'appuient les conclusions des six membres auxquelles se réfère M. Marshall?

Pourquoi n'est-il pas déclaré que les témoins principaux proposés par le Gouvernement grec étaient des criminels ou des personnes qu'on a obligées, en les torturant dans leurs prisons, à témoigner contre la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie? Pourquoi n'est-il pas dit que leurs dépositions étaient pleines de contradictions et qu'elles ont été rétractées en plusieurs occasions?

Permettez-moi seulement de citer les paroles émouvantes de l'un des principaux témoins; il a dit:¹ "Je ne peux pas donner d'explication satisfaisante à ce sujet. Je pense qu'on a voulu me garder pour me faire déposer aujourd'hui devant vous à la charge des pays voisins."

Par conséquent, si la Commission d'enquête avait rempli son devoir avec une scrupuleuse conscience, n'examinant, sans égard pour des considérations politiques, que les faits réels, dans le but unique d'établir la vérité matérielle afin de permettre aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de formuler avec une conviction absolue des conclusions en accord avec l'esprit et la lettre de la Charte, conformément à l'Article 34, une telle Commission aurait indubitablement établi que la responsabilité de la situation grave qui règne en Grèce retombe sur ceux-là mêmes qui essaient de se débarrasser de leur rôle d'accusés et d'assumer en même temps le rôle d'accusateurs et de juges.

A ce propos, il est essentiel de souligner encore une fois quelques faits, qui sont d'ailleurs bien connus et irrefutables.

Les Etats-Unis, qui entre temps ont assumé le rôle précédemment joué par la Grande-Bretagne en Grèce, ont versé 250 millions de dollars au régime grec sous condition d'avoir le contrôle de l'emploi de cet argent. D'ailleurs, ils exercent déjà réellement ce contrôle, comme le démontre le fait que le présent Gouvernement grec a été formé à l'Ambassade des Etats-Unis à Athènes. La formation de ce Gouvernement fut accompagnée de déclarations caractéristiques, comme par exemple celle de M. Griswold, qui contient la menace ouverte suivant laquelle "l'inexécution des ordres des Etats-Unis aurait une influence effective sur le programme de l'aide américaine".

Le *New York Times* du 2 septembre 1947 indiquait clairement le caractère de cette

¹ See document S/360, Volume I, page 184.

¹ Voir le document S/360, Volume I, page 194.

"A meeting of the Ministers and chiefs of staff of the three armed services, the Premier and the chiefs of the United States and British military missions was held yesterday to consider means by which the Greek Government forces could regain the initiative from the guerrillas." The same newspaper stated that the United States was spending \$103,000 a day on feeding the Greek Government army.

If we take all this into consideration, we must inevitably agree with the statement of the editor of *Vima*, the principal organ of the present Greek Prime Minister, Mr. Sophoulis, who, on 26 June 1946, made the following declaration, word for word:

"The intervention of the Americans in the internal affairs of our country is so considerable that we may say that Greece has surrendered a large part of her independence and has placed herself under the economic and administrative control of the United States. Any future activities of the Greek Government will have to be previously approved by the President of the United States and by his representative in Greece. I am not speaking of foreign policy, for Greece no longer has a foreign policy of her own, even in theory, and this is quite understandable. It is obvious, hard though it may be to admit it, that our country has become a protected State, the fate of which depends more upon a foreign will than upon its own."

This is clear proof that there is and can be no ground for the charges brought against Yugoslavia, Bulgaria and Albania. On the contrary, a heavy responsibility rests on those who are imposing upon the Greek people a regime which the latter refuse to recognize. The responsibility for this rests upon the Governments of the United States and of the United Kingdom.

This is one of the most serious questions which our Organization has had to face up to the present time. As a result of foreign armed intervention and external economic pressure, a Member of the United Nations has lost its independence. The responsibility for such a serious infringement of the Charter falls upon two great Powers which are founding Members of the United Nations and permanent members of the Security Council.

In these circumstances, we must inevitably ask the following questions. Why have States which are not interfering in the internal affairs of Greece been accused of intervention for a whole year? Why has nonsense been spread—why is nonsense still being spread—such as reports that an international brigade armed in Yugoslavia had been sent to Greece? You will recall that this particular piece of nonsense was almost immediately disproved. Is it really possible that those who are conducting a policy of intervention in the internal affairs of Greece can be concealed from this Assembly by such a thin smoke-screen?

demande en écrivant: "Une réunion des ministres, des chefs d'état-major des trois services armés et des chefs des missions militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis a eu lieu hier pour examiner les moyens par lesquels les forces du Gouvernement grec pourraient reprendre l'initiative contre les guérillas." Le même journal dit que les Etats-Unis dépensent par jour 103.000 dollars, uniquement pour la nourriture de l'armée du Gouvernement grec.

Si on prend tout cela en considération, on tombera inévitablement d'accord avec les constatations du directeur de *Vima*, organe principal du Premier Ministre actuel de la Grèce, M. Sophoulis, qui, le 26 juin 1946, a dit littéralement ce qui suit:

"L'intervention des Américains dans les affaires intérieures de notre pays est si considérable que nous pouvons dire que la Grèce a abdiqué une grande partie de son indépendance et qu'elle s'est mise sous le contrôle économique et administratif des Etats-Unis. Toute activité future du Gouvernement grec devra être approuvée préalablement par le Président des Etats-Unis et par son représentant en Grèce. Je ne parle pas de politique extérieure, car la Grèce a cessé d'avoir une politique extérieure propre, même formellement, ce qui est tout à fait compréhensible. Il est évident que le pays est devenu, bien qu'il soit dur de l'admettre, un Etat protégé dont la destinée dépend plus de la volonté étrangère que de la sienne propre."

Cela démontre clairement qu'il n'y a, et qu'il ne peut y avoir, aucune raison justifiant les accusations portées contre la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie. Au contraire, une grave responsabilité repose sur ceux qui imposent au peuple grec le régime que celui-ci refuse de reconnaître. La responsabilité en incombe aux Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Parmi toutes les questions auxquelles notre organisation a eu à faire face jusqu'à présent, celle-ci est l'une des plus graves. A la suite de l'immixtion, de l'intervention armée et de la pression économique venant du dehors, un Membre de l'Organisation des Nations Unies a perdu son indépendance. La responsabilité d'une atteinte aussi grave à la Charte retombe sur deux grandes Puissances qui sont Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et membres permanents du Conseil de sécurité.

Dans cette situation, on doit inévitablement poser la question suivante: pourquoi a-t-on alors, au cours d'une année entière, accusé d'intervention des Etats qui ne se mêlent pas des affaires intérieures de la Grèce? Pourquoi a-t-on diffusé et diffuse-t-on des inepties comme celle prétendant qu'une brigade internationale armée en Yougoslavie aurait été envoyée en Grèce? Vous vous rappellerez que cette ineptie, en particulier, a été presque immédiatement réfutée. Est-il réellement possible qu'un faible rideau de fumée puisse cacher à cette Assemblée ceux qui pratiquent une politique d'intervention dans les affaires intérieures de la Grèce?

This problem has been on the Security Council's agenda for nine months. At the end of the discussion the United States representative proposed to the Council a solution which disregarded the essential fact—namely, the open interference of his own country in Greek internal affairs. The adoption of this proposal would have given his country a free hand for future intervention in Greek internal affairs. Unfortunately, the majority of the Council accepted this point of view.

Decisions are not, however, taken by a simple majority in the Security Council. Consequently, the USSR representative was able to prevent a decision which would have been patently unjust, discriminatory and harmful, not only to the Greek people, but also to the cause of peace as a whole, and was thus able to prevent a serious infringement of the principles of the United Nations.

The majority of the Council, however, succeeded in referring the case to the Assembly. This attempt can only be attributed to a hope of achieving what could not be achieved in the Council; namely, to obtain from us, here and now, a free hand for the continuation of American intervention in Greece, or even for eventual armed intervention.

Thus, the United Kingdom Government, when it realized the impossibility of imposing a foreign will upon a people as proud as the Greeks, allowed the United States to undertake the burden. The latter country is already confronted with similar difficulties, and is now trying to secure the sanction of the United Nations for its policy in Greece and to make that Organization assume the responsibility for that policy.

This is naturally embarrassing for a good many people; but for us the judgment of history and our responsibility towards future generations should have more weight than any other considerations. We cannot take a decision contrary to the great Charter of peace, which provides, among the fundamental purposes of our Organization, that which consists in developing "friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples". It is in this spirit that we should find a solution for the Greek problem.

The immediate withdrawal of all foreign troops and of all foreign agents from Greece would be the only possible solution, for it is the only way in which the Greek people can decide their own fate freely and democratically.

Thus, it is possible for us to find a solution for the Greek problem if we have the courage to face realities, setting aside our own particular interests, and if we are certain that our decision is inspired solely by our responsibility towards mankind as a whole.

If we follow this course, we shall find solutions for many other problems with which we are con-

Ce problème est resté neuf mois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. A la fin du débat, le représentant des Etats-Unis a proposé au Conseil une solution qui ne prend pas en considération les faits essentiels, c'est-à-dire l'intervention ouverte de son propre pays dans les affaires intérieures grecques. L'adoption de cette proposition donnerait à son pays carte blanche pour l'intervention future dans les affaires intérieures grecques. La majorité du Conseil a, malheureusement, accepté ce point de vue.

Cependant, il n'y a pas, au Conseil de sécurité, de décisions prises à la majorité simple. En conséquence, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a pu empêcher une décision qui aurait été ostensiblement injuste, discriminatoire et nuisible non seulement au peuple grec mais aussi à la cause de la paix en général et prévenir ainsi une grave atteinte aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

Mais la majorité du Conseil a réussi à renvoyer le cas à l'Assemblée. Cette tentative ne peut s'expliquer que par l'espoir d'arriver aux fins qu'on n'a pu atteindre au sein du Conseil, c'est-à-dire qu'on espère obtenir de nous, ici, et dès maintenant, carte blanche pour la continuation de l'intervention américaine, ou même d'une intervention armée future, en Grèce.

Ainsi le Gouvernement britannique, après s'être convaincu de l'impossibilité d'imposer une volonté étrangère à un peuple aussi fier que les Grecs, a permis aux Etats-Unis d'assumer la charge de ce fardeau. Se heurtant déjà aux mêmes difficultés, les Etats-Unis essaient maintenant de s'assurer la sanction de l'Organisation des Nations Unies pour leur politique en Grèce et de lui faire assumer la responsabilité de cette politique.

Il est compréhensible que tout cela soit embarrassant pour beaucoup de gens; mais pour nous tous le jugement de l'histoire et notre responsabilité à l'égard des générations futures doivent avoir un poids plus grand que toutes les autres considérations. Nous ne pouvons pas prendre de décision contraire à la grande Charte de la paix, qui prescrit, parmi les buts fondamentaux de notre Organisation, celui qui consiste à "développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes". C'est dans cet esprit qu'il faut trouver la solution du problème grec.

Le retrait immédiat hors de Grèce de toutes les troupes étrangères et de tous les agents de l'étranger serait la seule solution possible, car c'est l'unique moyen de permettre au peuple grec de décider lui-même de sa destinée, librement et d'une manière démocratique.

Par conséquent, il nous est possible de trouver une solution au problème grec, si nous avons le courage de regarder en face la réalité en laissant de côté nos intérêts particuliers, et si nous avons l'assurance que notre décision ne s'inspire que de notre responsabilité envers l'humanité tout entière.

Si nous procédons de cette manière, nous trouverons des solutions à beaucoup d'autres

fronted, and shall be able to consolidate peace, instead of drifting towards war.

There can be no doubt that this is the profound conviction of all sincere democrats and of all the peoples which long for a lasting peace. It is also the profound conviction of the peoples of the Yugoslav Republic, which are engaged upon the reconstruction of their country under difficult conditions and which consider freedom and peace as their greatest treasures.

It was in this spirit that Mr. Vyshinsky submitted to this Assembly a proposal for common action against the instigators of a new war. This Assembly will best fulfil its high mission, which is to ensure that international peace, security and justice are not endangered, if, in the grave atmosphere of today it adopts the proposal of the USSR as a condition for all normal work on the part of the United Nations. The Yugoslav delegation whole-heartedly supports this proposal.

Perhaps I have said many things of grave import. Let us, however, maintain our faith in the strength of the ideas which sustained us throughout the trials of war. Let us prove that a certain great voice has not been forgotten in this country. May I recall the memory of Franklin Delano Roosevelt, whose name—and I say this with regret—is now mentioned here less frequently than at the previous sessions. Let me quote his last thoughts, written, but not spoken, on the day of his death, 12 April 1945: "We seek peace—enduring peace. More than an end to war, we want an end to the beginnings of all wars—yes, an end of this brutal, inhuman and thoroughly impractical method of settling the differences between Governments."

Surely, that is what we want: peace, peace with respect for the sovereign equality of all nations great or small, peace with respect for the right of all peoples to choose their way of life, and peace with dignity, in the spirit of the Charter of the United Nations.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call upon the representative of Turkey.

Mr. SARPEN (Turkey): Aware of the necessity of speedy resumption of work in the committees, I had decided not to speak at this stage of the deliberations of the General Assembly. But new issues presented at this rostrum by some of the representatives have led me to set forth before you the views of the Turkish delegation on a few of the more important points thus far raised.

This I could have done in the committees, and indeed I reserve the right to do so; but as these issues were first raised here, and inasmuch as we regard this General Assembly as that all-inclusive organ in which the very substance of the United

problèmes auxquels nous devons faire face et nous pourrions consolider la paix, au lieu de flotter à la dérive vers la guerre.

Telle est, sans aucun doute, la conviction profonde de tous les démocrates sincères, la conviction profonde de tous les peuples qui désirent une paix durable. C'est aussi la conviction profonde des peuples de la République de Yougoslavie, engagés dans la reconstruction de leur pays dans des conditions difficiles et qui considèrent la liberté et la paix comme leurs plus grands trésors.

C'est dans cet esprit que M. Vychinsky a saisi cette Assemblée d'une proposition tendant à une action commune contre les instigateurs d'une nouvelle guerre. Cette Assemblée remplira le mieux sa haute tâche, qui est d'assurer que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, en adoptant cette proposition du Gouvernement de l'URSS, dans l'atmosphère grave d'aujourd'hui, comme une condition de toute activité normale de l'Organisation des Nations Unies. La délégation yougoslave appuie cette proposition de tout cœur.

Il est possible que j'aie dit beaucoup de choses graves; mais conservons notre foi dans la force de l'idée qui nous a soutenus à travers les épreuves de la guerre. Montrons qu'une voix puissante n'est pas oubliée dans ce pays. Permettez-moi de vous rappeler la mémoire de Franklin Delano Roosevelt, dont le nom — je le dis avec regret — est mentionné ici aujourd'hui moins souvent qu'au cours des sessions antérieures. Permettez-moi de citer ses dernières pensées, écrites mais non prononcées, le jour de sa mort, le 12 avril 1945: "Nous recherchons la paix, une paix durable. Plus que la fin de la guerre, nous désirons la fin des commencements de toutes les guerres. Oui, la fin de cette méthode brutale, inhumaine et sans aucun résultat pratique, de règlement des différends entre Gouvernements."

Certainement, c'est là ce que nous voulons: la paix — la paix dans le respect de l'égalité souveraine de toutes les nations, grandes et petites, la paix dans le respect du droit de tous les peuples à choisir leur manière de vivre, la paix dans la dignité, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole au représentant de la Turquie.

M. SARPEN (Turquie) (*traduit de l'anglais*): Conscient de la nécessité de commencer rapidement le travail en commission, j'avais décidé de ne pas prendre la parole devant l'Assemblée générale, à ce stade de nos délibérations. Mais les nouvelles questions soulevées à cette tribune par certains représentants, m'amènent à exposer le point de vue de la délégation turque sur quelques-unes de plus importantes.

J'aurais pu intervenir au sein des commissions, et certes, je me réserve le droit de le faire, mais comme les questions dont il s'agit ont été tout d'abord soulevées ici, et que nous considérons cette Assemblée comme l'organe d'ensemble

Nations is manifest, I also deemed it proper to submit our relevant ideas to this body first.

One of the issues raised related to the constructive functioning of the General Assembly of the United Nations. The General Assembly is the only organ embodying all of the nations united, and as such, it is the most representative. To smaller groups, recruited from among the constituent elements of the General Assembly and, in fact, substantially elected by that body, are delegated certain functions which are expected to be fulfilled in a manner and spirit reflecting those of the General Assembly of the United Nations. Any miscarriage whatsoever of the purposes and aspirations of the United Nations, even by the functional groups to which I have referred, will naturally reflect upon the General Assembly, on which the hopeful gaze of all the peace-loving peoples of the world is focused. It is the will of these peoples which will maintain this world parliament, to come and nourish and strengthen it, so that it may lay down just and democratic principles to achieve peace, security and prosperity for all.

It should be evident to all that any superseding of the General Assembly by special groups, provided with certain rights for known and approved purposes, would seriously hamper the General Assembly of the United Nations in its functioning, should a situation ever arise where these rights were exercised with purposes glaringly at variance with those of their establishment as well as with those of the United Nations. In justice to the peoples of the whole world, such a situation must be remedied.

In dealing with matters of vital importance to the world, we consider it improper to take advantage of an expedient—designed to serve otherwise—to nullify the will of the overwhelming majority. I refer to the use of the so-called right of veto. It is incompatible with the fundamental idea of the United Nations. It is its antithesis.

The Turkish delegation, during the Conference of San Francisco, registered its objection to the procedure of voting in the Security Council, and at that time made it clear that it would become necessary in the future to change it. I believe that the majority of us are now convinced that the appropriate time for such a change has come.

The representative of the United States, Secretary of State Marshall, in his speech of 17 September, during the eighty-second plenary meeting, made two proposals which, I believe, would make the General Assembly more effective in the discharge of its mission. One of these proposals is for the liberalization of the voting procedure in the Security Council through the elimination of the unanimity requirement in connection with matters relating to Chapter VI of

incarnant la substance même des Nations Unies, j'ai estimé qu'il convenait en premier lieu d'exposer devant elle les vues de la délégation de la Turquie sur ces questions.

L'une des questions soulevées se rapporte à l'efficacité du fonctionnement de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Assemblée générale est le seul organe qui groupe toutes les nations unies, et, comme tel, c'est le plus représentatif. A des groupes moins importants, formés d'éléments constitutifs de l'Assemblée générale et, en fait, élus pratiquement par cet organe, sont déléguées certaines fonctions dont ces groupes doivent s'acquitter selon les méthodes et l'esprit de l'Assemblée générale des Nations Unies, et toute déviation des buts et des principes des Nations Unies, même si elle est le fait des groupes dont je viens de parler, se répercutera naturellement sur l'Assemblée générale des Nations Unies, vers laquelle convergent les regards pleins d'espoir de tous les peuples pacifiques du monde. Ces peuples veulent que soit maintenu notre parlement mondial; ils veulent contribuer à le soutenir et à le renforcer; ils veulent qu'il puisse établir des principes équitables et démocratiques permettant d'assurer à chacun la paix, la sécurité et la prospérité.

Il devrait apparaître clairement à tous que, si des groupes spéciaux, investis de certains pouvoirs à des fins définies et approuvées se substituaient à l'Assemblée générale des Nations Unies de quelque manière que ce fût, le fonctionnement de celle-ci s'en trouverait grandement gêné au cas où ces pouvoirs seraient exercés à des fins s'écartant manifestement des objectifs fixés à ces groupes, ainsi que des buts de l'Organisation des Nations Unies. Un souci de justice à l'égard des peuples du monde oblige à parer à une telle situation.

Dans les questions qui présentent pour le monde une importance capitale, il ne convient pas, estimons-nous, de profiter d'un moyen destiné à servir à d'autres fins pour faire échec à la volonté d'une majorité écrasante. Je veux parler de l'usage du droit dit de veto. Ce droit est incompatible avec la conception fondamentale de l'Organisation des Nations Unies; il en est l'antithèse.

Lors de la Conférence de San-Francisco, la délégation turque avait formulé des objections à la procédure de vote du Conseil de sécurité, et avait exprimé clairement l'opinion qu'il serait nécessaire de la modifier par la suite. Je crois que la majorité d'entre nous est maintenant convaincue que le moment est venu de procéder à cette modification.

Dans son discours du 17 septembre, lors de la quatre-vingt-deuxième séance, M. Marshall, Secrétaire d'Etat, représentant les Etats-Unis, a formulé deux propositions qui, à mon avis, permettraient à l'Assemblée générale de remplir plus efficacement ses fonctions. L'une de ces propositions tend à assouplir la procédure de vote au Conseil de sécurité, par l'élimination de la règle de l'unanimité en ce qui concerne les questions relevant du Chapitre VI de la Charte, ainsi que

the Charter and such matters as applications for membership.

The Turkish delegation would favour the total abolition of the right of veto. However, in case it is not possible to eliminate it totally, the Turkish delegation is prepared to support the proposal of the representative of the United States which, at least, aims at its limitation.

The most noteworthy proposal of the representative of the United States is the one pertaining to the creation of a standing interim committee of the General Assembly on Peace and Security.

It is purely for reasons of practical expediency that some of the rights of larger bodies are usually assigned to groups of a limited number. But where problems of general interest are concerned, the ideal procedure, of course, should be to submit them for decision to as large and representative a body as is practically possible. When consideration is given to the matter of setting up a standing committee of the General Assembly in which the representatives of all the Member States would take part and which would represent the General Assembly of the United Nations, I doubt if anyone can possibly raise serious objections to such a democratic development and improvement.

It is, in our opinion, due to the inadequacies of procedure I have referred to above that we have not been able to find satisfactory solutions to a number of questions, among them the Greek Question.

A country which fought heroically against the overwhelming forces of fascism and thus won the admiration of the whole world—Greece—is still being torn by strife and has not yet been able to find the peace which it certainly deserves.

All of us who are gathered here are painfully aware of one fact: the world today is passing through a precarious phase of unrest. To most of us it is equally painful to note the unhappy interpretation lent to this fact by some.

Thus, according to the representative of the Soviet Union, apparently one of the causes of unrest is the publications of the Turkish Press. This is an unjust accusation and I cannot leave it unanswered.

It would be wishful thinking to expect that the Press and radio in the Soviet Union could continuously publish and broadcast provocative slanders and offensive statements levelled at any country without some sort of reflexive response from the Turkish Press in the face of such a psychological aggression, commonly called a "war of nerves".

As to the aid extended to Turkey by the United States, which has been criticized at this rostrum with a remarkable lack of good will, it is a friendly assistance made accessible to the Turkish people with the object of upholding them in their legitimate right to exist in peace, and thus it serves world

certaines autres questions telles que les demandes d'admission à l'Organisation des Nations Unies.

La délégation turque serait en faveur de l'abolition totale du droit de veto. Toutefois, au cas où il s'avérerait impossible de l'abolir complètement, elle serait prête à appuyer la proposition du représentant des Etats-Unis qui, tout au moins, vise à en limiter l'exercice.

La proposition la plus remarquable qu'ait formulée le représentant des Etats-Unis se rapporte à la création d'une commission intérimaire de l'Assemblée générale chargée des questions de la paix et de la sécurité.

Si certains des droits conférés à des organes importants sont parfois accordés à des groupes restreints, c'est uniquement pour des raisons pratiques, mais lorsque des questions d'intérêt capital sont en jeu, il est évident que la procédure idéale consisterait à les soumettre à la décision d'un organisme aussi grand et aussi représentatif que possible. Lorsque nous en viendrons à examiner la création d'une commission permanente de l'Assemblée générale, où seraient représentés tous les Etats Membres, et qui représenterait l'Assemblée générale des Nations Unies, je doute qu'il soit possible à qui que ce soit de soulever de sérieuses objections contre cette mesure, d'un caractère démocratique, qui constitue une amélioration.

A notre avis, si aucune solution satisfaisante n'a été apportée à un certain nombre de questions, y compris la question grecque, la faute en est aux imperfections de la procédure dont je viens de parler.

Un pays, la Grèce, qui a combattu héroïquement contre les forces écrasantes du fascisme et mérité ainsi l'admiration du monde entier, se trouve toujours déchiré par des luttes intestines et n'a pu encore trouver la paix qu'il mérite assurément.

Nous tous, qui sommes réunis ici, sommes pénétrés du pénible sentiment que le monde est en ce moment en proie à un dangereux malaise. Pour la plupart d'entre nous, il est également pénible de constater l'interprétation fâcheuse que certains donnent à cet état de choses.

Ainsi, à en croire le représentant de l'URSS, la cause de ce malaise résiderait dans les articles publiés par la presse turque. C'est là une accusation injuste que je ne saurais laisser sans réponse.

Ce serait s'illusionner que de croire que la presse et la radio de l'URSS puissent sans cesse jeter à la face de la Turquie des calomnies provocatrices et des déclarations injurieuses, sans s'attirer, de la part de la presse turque, quelque riposte que ce soit devant cette agression psychologique que l'on appelle communément la "guerre des nerfs".

Quant à l'aide apportée à la Turquie par les Etats-Unis, et que certains ont critiquée à cette tribune avec un remarquable manque de bienveillance, c'est une aide amicale, mise à la disposition du peuple turc afin de lui permettre de continuer à vivre, comme il en a le droit légitime, et de

peace. It has, therefore, been accepted as such by the Turkish people with gratitude.

The most sacred wish and hope of Turkey is to live in peace and friendly relations with the whole world, without exception. This aspiration has always, on every occasion, been expressed and stressed by Turkish statesmen.

As the representative of a peace-loving and freedom-loving people with an unshakable faith in the fundamental idea of the United Nations, I should like to conclude by conveying to the General Assembly the best and sincerest wishes of the Turkish people and the Turkish Government for a fruitful session.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call upon the representative of Saudi Arabia.

H.R.H. Amir FAISAL OL-SAUD (Saudi Arabia) (*translated from Arabic*): The eyes of the world are focused upon us today, the result of the many grave problems with which we are dealing and of the unhappiness and instability the world is facing at the present time. Since the Charter was signed, we have been fully conscious of the fact that we would have to solve complicated problems which are certainly in no way less serious than war itself. Nevertheless, we have confidence that an organization such as ours, which embodies the greatest spirits of the world and where eminent statesmen are seated, will certainly find solutions to all the political, economic and social crises which arise. Those forces which vanquished the enemy should certainly be in a position to overcome these difficulties. Let it be understood, however, that this is upon the condition that these forces remain united and that they be guided by good intentions. It is for this reason that the Arab world still has faith in this Organization, and it hopes that the United Nations will be able to find a solution and prove to the world that this is an Organization worthy of the confidence which the world has placed in it. The Arab world also believes that those who are shouldering the burden of securing world peace are worthy of this confidence.

We are faced at this session with many complex problems the solution of which requires concerted and unremitting efforts. One of these problems is the Palestine question, which in reality is the problem of all the Arabs. In fact, it is the problem of the Middle East. It is upon the solution of this problem that peace in that part of the world will depend. Saudi Arabia has complete faith that this Organization will give the Palestine question all the study and attention it merits without being influenced by the opinion of a committee or that of any individual country. We had hoped that the Secretary of State of the United States, Mr. Marshall, would not have been so hasty in expressing his views on this problem until such time as the First Committee had occasion to meet and discuss all its phases. We had expected the United States Government

servir ainsi la cause de la paix mondiale. Comme telle, cette aide a été acceptée avec reconnaissance par le peuple turc.

Le désir et l'espoir les plus sacrés de la Turquie sont de vivre en paix et d'entretenir des relations amicales avec toutes les nations du monde sans exception. Ce sont là des vœux que les hommes d'Etat turcs ont toujours, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, exprimés avec force.

En ma qualité de représentant d'un peuple pacifique, épris de liberté et animé d'une foi inébranlable dans les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, je voudrais en terminant exprimer à l'Assemblée générale les vœux de réussite les meilleurs et les plus sincères que le peuple et le Gouvernement turcs forment en vue d'une session fructueuse.

Le PRÉSIDENT: La parole est au représentant de l'Arabie saoudite).

S.A.R. l'émir FAISAL AL SAUD (Arabie saoudite) (*traduit de la version anglaise*): Le monde, préoccupé des graves problèmes dont nous traitons, ainsi que de l'affliction et de l'instabilité qui caractérisent les temps présents, a aujourd'hui les yeux fixés sur notre Assemblée. Dès la signature de la Charte, il nous est apparu pleinement que nous serions appelés à résoudre des problèmes compliqués qui, certes, ne le cèdent en rien en gravité à la guerre elle-même. Nous sommes cependant convaincus qu'une Organisation comme la nôtre, qui rassemble les plus grands esprits du monde et aux travaux de laquelle participent d'éminents hommes d'Etat, est capable de résoudre toutes les crises qui peuvent se produire dans les domaines politique, économique et social. Les forces qui ont vaincu l'ennemi devraient certes pouvoir surmonter ces difficultés, mais elles n'y parviendront—qu'on le sache bien—qu'à la condition de rester unies et d'être animées de bonnes intentions. C'est pour cette raison que le monde arabe continue d'avoir foi en cette Organisation, et qu'il espère que les Nations Unies seront capables de trouver une solution et de prouver au monde que leur Organisation mérite la confiance qu'il a mise en elle. Le monde arabe croit également que ceux qui ont assumé la lourde charge d'assurer la paix sont dignes de cette confiance.

Nous avons, au cours de cette session, à examiner de nombreux problèmes complexes dont la solution exige des efforts concertés et soutenus. Parmi ces problèmes figure la question palestinienne qui, en réalité, intéresse tous les Arabes. En fait, cette question constitue le problème du Moyen-Orient; de la solution de ce problème dépendra la paix dans cette partie du monde. Il ne fait aucun doute pour l'Arabie saoudite que l'Organisation des Nations Unies étudiera la question palestinienne avec toute l'attention qu'elle mérite, sans se laisser influencer par l'opinion d'une commission ou d'un pays quelconque. Nous aurions aimé que M. Marshall, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, n'exprime pas avec autant de hâte ses vues sur ce problème, et qu'il attende que la Première Commission ait eu l'occasion de se réunir et d'en discuter tous les

and its representative to take a neutral stand prior to the meeting of the Committee. Unfortunately, he impetuously expressed his views before the other representatives had time to form an opinion based on extensive research and careful study. I do not have the least doubt that this Assembly will uphold right and justice and never permit aid to be extended to the aggressors.

The Arabs do not wish to encroach upon the rights of anyone, nor do they wish to attack any country. What they are seeking is to live in peace and harmony in their own country and thus be enabled to devote themselves to the betterment of their condition. But, at the same time, they desire to defend themselves and their country against people who have been forced upon them.

The Arabs were protectors of the Jews at a time when the Jews were persecuted all over the world, especially in Europe. But today the Arabs wish to repel the aggression of a political minority group, namely, the Zionists. It is a group which does not represent world Jewry. It is a group which is more political than religious, a group whose ways and methods are not different from those of the nazis.

The League of Nations is dead, and dead also are the treaties that were concluded during its short life. The boundaries in Europe have been completely changed. Why, then, should the vestiges of the League be maintained in Palestine?

We firmly believe that right still has supporters and that this Organization will not re-adopt the unjustified resolution which was adopted by the League of Nations. We furthermore believe that there still exist people of integrity and high thinking who will have the courage not to be influenced by the words of General Marshall.

We shall face the Committee with the belief that, with God's help, right and justice will prevail.

May the peace and mercy of God be upon you.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call upon the representative of Cuba.

Mr. BELT (Cuba) (*translated from Spanish*): The Republic of Cuba comes to the General Assembly of the United Nations ready, as always, to offer its unconditional co-operation in anything which may contribute to the maintenance of peace and security throughout the world.

Convinced that this aim can be fulfilled only by an organization capable of maintaining legal order under a supreme international authority, the delegation of Cuba intends to do everything within its power to strengthen the frail Organization we created in San Francisco.

To delude the world would be criminal. It is our duty to tell it the truth. The Charter of the United Nations, as drafted in San Francisco, is

aspects. Nous croyons que le Gouvernement des États-Unis et son représentant adopteraient une attitude neutre avant la réunion de la Commission. Malheureusement, M. Marshall a exprimé ses vues avec impétuosité, avant que les autres représentants aient eu le temps de se faire une opinion fondée sur un examen approfondi et minutieux de la question. Je suis sûr que cette Assemblée soutiendra le droit et la justice et ne permettra jamais que l'on prête appui aux agresseurs.

Les Arabes ne désirent nullement empiéter sur les droits de qui que ce soit et ne désirent pas davantage attaquer qui que ce soit. Ils n'aspirent qu'à vivre en paix et en harmonie dans leur propre pays, afin de pouvoir se consacrer à l'amélioration de leurs conditions de vie; mais ils veulent cependant se défendre, et défendre leur pays, contre des gens qu'on leur a imposés.

Les Arabes ont été les protecteurs des Juifs alors que ceux-ci étaient persécutés dans le monde entier, et notamment en Europe; aujourd'hui cependant, ils entendent s'opposer à l'agression d'une minorité politique, je veux dire celle des sionistes. Il s'agit là d'une minorité qui ne représente pas le monde juif, dont le caractère est plus politique que religieux, et dont les méthodes et les procédés ne diffèrent pas de ceux des nazis.

La Société des Nations n'est plus, et les traités qui ont été conclus au cours de sa brève existence ont également cessé d'exister. Les frontières de l'Europe ont été complètement remaniées. Pourquoi faudrait-il donc que les vestiges de la Société des Nations subsistent en Palestine?

Nous croyons fermement que le droit a encore des défenseurs et que notre Organisation ne fera pas sienne la décision injustifiée prise autrefois par la Société des Nations. Nous croyons qu'il existe encore des peuples intègres à l'esprit élevé, qui auront le courage de ne pas se laisser influencer par les paroles de M. Marshall.

Nous nous présenterons devant la Première Commission avec la conviction que, Dieu aidant, le droit et la justice prévaudront.

Puissent la paix et la miséricorde divines régner parmi vous!

Le PRÉSIDENT: La parole est au représentant de Cuba.

M. BELT (Cuba) (*traduit de l'espagnol*): La République de Cuba, en participant à la présente Assemblée générale des Nations Unies est disposée, comme toujours, à apporter sans réserve sa collaboration à tout ce qui pourrait contribuer au maintien de la paix et de la sécurité du monde.

Convaincue que ce but ne peut être atteint qu'au moyen d'une organisation capable de maintenir l'ordre légal sous une autorité internationale suprême, la délégation de Cuba a l'intention de faire tout ce qui est en son pouvoir pour renforcer la fragile Organisation que nous avons créée à San-Francisco.

Il serait criminel de tromper le monde. Notre devoir est de lui dire la vérité. La Charte des Nations Unies, telle qu'elle a été rédigée à San-

not an adequate instrument for maintaining peace and security.

As soon as the first atom bomb fell on Hiroshima, mankind entered, perhaps without knowing it, upon a new era which requires new concepts and new ideas. With the opening of the atomic era, the Charter of the United Nations has become an anachronism. From that moment it needed to be amended and revised to adapt it to the new era in which we live.

Relations between States need to be regulated by a new international juridical order. All States must surrender a part of their sovereignty in order to form a common fund of sovereignty which shall be recognized and respected as a supreme world authority. Unrestricted sovereignty must give way to the new concept of collective sovereignty. Without that, collective security cannot exist.

Three years ago a great man, whose name we shall always pronounce with veneration and respect, the then President Franklin Delano Roosevelt, speaking in favour of the Dumbarton Oaks agreements, used certain words which I may, perhaps, be permitted to recall to you:

"The Security Council of the United Nations must have the power to act quickly and decisively to keep the peace, by force if necessary . . . I live in a small town and I therefore always think in terms of a small town. A policeman would not be a very effective policeman if, when he saw a felon break into a house, he had to go to the town hall and call a town meeting to issue a warrant before the felon could be arrested."

That was President Roosevelt's view on 21 October 1944, a few weeks before the Yalta Conference.

What happened at that Conference to lead to the changing of such a wise view? That is a question very few people are qualified to answer. A veil of mystery still envelops the secret agreements made on that occasion. We can, however, affirm, that it was there that was conceived the unanimity rule commonly referred to as the privilege of the veto. Thus appeared, for the first time, the germ that has destroyed the harmony of the United Nations. Under this rule, the policeman to whom President Roosevelt referred does not just have to go to the town hall and call a meeting to obtain the necessary arrest warrant. The unanimity rule, included in the Charter at a late stage, gives him a much more difficult task. It compels him to obtain the unanimous consent of all the principal members of the police force before he can arrest the felon. Such an absurdity was bound to lead to the breakdown of the Security Council.

Cuba was afraid, even at San Francisco, of such a breakdown, and said so repeatedly. It showed its aversion to the privilege of the veto in the only way in which it considered it could do so, namely, by voting against the inclusion of

San Francisco, n'est pas un instrument approprié pour maintenir la paix et la sécurité.

Depuis la chute de la première bombe atomique sur Hiroshima, l'humanité est entrée, peut-être à son insu, dans une ère nouvelle qui exige de nouvelles conceptions et des idées neuves. La Charte des Nations Unies, depuis le début de l'ère atomique, est devenue un anachronisme. Dès cet instant, elle aurait eu besoin d'être modifiée et réformée pour s'adapter à l'ère nouvelle dans laquelle nous vivons.

Les relations entre États doivent être réglées au moyen d'un nouvel ordre juridique international. Il est nécessaire que tous les États renoncent à une partie de leur souveraineté pour constituer un fonds commun de souveraineté en qui ils reconnaîtront et respecteront une autorité mondiale suprême. Le principe de l'entière souveraineté de chaque État doit céder le pas au concept nouveau de la souveraineté collective, sans laquelle la sécurité collective ne peut exister.

Il y a trois ans, un grand homme d'État dont nous prononcerons toujours le nom avec vénération et respect, le Président Franklin Delano Roosevelt, alors qu'il plaidait en faveur des accords de Dumbarton Oaks, a prononcé les paroles suivantes que je me permets, Messieurs, de vous rappeler:

"Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit pouvoir agir avec rapidité et décision pour maintenir la paix, par la force au besoin . . . Je vis dans une petite ville et c'est pourquoi je pense toujours comme on pense dans une petite ville: un policier ne sert à rien si, lorsqu'il voit un voleur s'introduire dans une maison, il doit se rendre à la mairie, y convoquer une réunion et en obtenir un mandat d'arrêt, avant de pouvoir appréhender le malfaiteur."

Telle était la pensée du Président Roosevelt, le 21 octobre 1944, quelques semaines avant la Conférence de Yalta.

Que s'est-il passé à cette Conférence pour expliquer le changement d'attitude qui a eu lieu? Très peu de personnes sont en mesure de répondre à cette question. Un voile de mystère continue de couvrir les accords secrets conclus à cette occasion. Cependant, nous pouvons affirmer que c'est là que prit naissance la règle de l'unanimité, connue généralement sous le nom de privilège du veto. C'est ainsi qu'apparut, pour la première fois, le germe destructeur de l'harmonie des Nations Unies. Selon cette règle, le policier auquel faisait allusion le Président Roosevelt n'avait pas seulement à courir à la mairie et à y convoquer une réunion pour obtenir le mandat d'arrêt nécessaire. La règle d'unanimité insérée plus tard dans la Charte, rendait sa tâche encore plus difficile. Elle l'obligeait à obtenir l'assentiment unanime de tous les membres principaux du corps de police avant de pouvoir procéder à l'arrestation du malfaiteur. Une telle absurdité devait fatalement conduire à l'échec du Conseil de sécurité.

La République de Cuba a exprimé dès San Francisco son appréhension de cet échec, et elle en a fait part de nouveau à diverses reprises. Elle a manifesté son opposition au privilège du veto de la seule façon qu'elle jugeait possible, c'est-à-

that privilege in the Charter. Time, unfortunately, has proved it right. On more than one occasion, the veto has made it impossible for the Security Council to take action to ensure peace and security. It has turned it into a useless organ of the United Nations. The rule created to prevent a majority from systematically imposing its will has been converted into an arbitrary privilege of which one country has availed itself to impose, with or without reason, its decisions and its views on the rest of the Members of the United Nations. The veto has been used on various occasions by this State as base coin with which to purchase advantages for itself, without the least regard for the general interests of the United Nations. The veto which recently prevented the admission of the new democratic Republic of Italy to the United Nations was not only an injustice, but an extreme abuse of that privilege.

Obviously, the Charter must be amended. The General Assembly must be granted more authority and wider powers. The Assembly should be the genuine and democratic representative of all the peoples of the earth.

It is just as necessary to eliminate the veto from the Charter as to make obligatory the jurisdiction of the International Court of Justice for all Members of the United Nations.

Speaking of the powers of the General Assembly, I cannot omit paying tribute to the brilliant statesman who, at San Francisco, fought with such tenacity and energy to make the Assembly a true deliberative body. I need scarcely say that I am referring to Mr. Evatt, Australian Minister of State and a true champion of the rights of small nations.

We do not share the view of certain pessimists who regard another world war as inevitable. We do believe, however, in the possibility of another armed conflict if we continue to foment the fear of war. Overwhelming fear, the dread of being attacked, might make aggressors of people who would never be prepared to go to war except in legitimate defence of their rights.

The fear of new armaments, and particularly of the atomic bomb, may be the direct cause of another war. It is therefore necessary and essential not only to achieve universal disarmament, but also to create a body with supreme international authority to inspect and control the production and use of atomic energy. Now, neither disarmament nor control of atomic energy would be sufficient in itself to preserve peace. To attain that end, it is imperative to suppress our selfish desires, practise tolerance, and abolish hate forever. That is the only way in which we can prevent a new catastrophe from destroying forever our spiritual achievements, accumulated

dire en votant contre l'inclusion dans la Charte, dudit privilège. Malheureusement le temps nous a donné raison. Le veto a mis le Conseil de sécurité, en plus d'une occasion, dans l'impossibilité d'agir pour garantir la paix et la sécurité, et il en a fait un rouage inutile des Nations Unies. La règle créée pour éviter qu'une majorité pût imposer systématiquement sa volonté s'est transformée en un privilège arbitraire dont s'est prévalu un pays pour imposer, avec ou sans raison, ses décisions et sa manière de voir aux autres Membres qui composent l'Organisation. Le veto a servi, en diverses occasions, de vile monnaie d'échange à cet Etat pour obtenir des avantages en sa propre faveur, sans se préoccuper le moins du monde des intérêts généraux de l'Organisation. L'exercice du veto, lorsqu'il a récemment empêché l'admission de la nouvelle République démocratique d'Italie au sein des Nations Unies, a constitué non seulement une injustice mais aussi un abus extrême de ce privilège.

Il est évident que la Charte doit être révisée. Il faut concéder à l'Assemblée générale une plus grande autorité et des pouvoirs beaucoup plus étendus. L'Assemblée devra être le véritable organe représentatif et démocratique de tous les peuples de la terre.

Il est aussi nécessaire de supprimer le veto dans la Charte que de déclarer obligatoire, pour tous les Etats Membres des Nations Unies, la juridiction de la Cour internationale de Justice.

A propos des pouvoirs de l'Assemblée générale, je ne puis que rendre hommage au brillant homme d'Etat qui, à San-Francisco, a lutté avec tant de ténacité et d'énergie pour faire de cette Assemblée une véritable assemblée délibérante. Ai-je besoin de préciser que je fais allusion à M. Evatt, Ministre des Affaires étrangères de l'Australie et véritable champion des droits des petites Puissances?

Nous ne partageons pas l'opinion de certains pessimistes qui considèrent qu'une nouvelle guerre mondiale est inévitable. Nous croyons néanmoins qu'un autre conflit armé est chose possible si l'on continue à entretenir la peur de la guerre. Cette frayeur insurmontable, cette crainte d'être attaqué, pourraient finir par transformer en agresseurs des peuples qui ne sont pas disposés à partir en guerre autrement que pour la dépense légitime de leurs droits légitimes.

La peur des nouveaux armements, en particulier de la bombe atomique, peut être la cause directe d'une nouvelle guerre. Il est donc nécessaire et indispensable d'arriver, non seulement au désarmement mondial, mais aussi à la création d'un organisme disposant d'une autorité internationale suprême pour l'inspection et le contrôle de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique. Cependant, ni le désarmement ni le contrôle de l'énergie atomique ne sauraient suffire à eux seuls, pour sauvegarder la paix. Pour atteindre cet objectif, il est indispensable de réfréner nos égoïsmes, de pratiquer la tolérance et d'étouffer une fois pour toutes

throughout the centuries at the cost of torrents of blood.

It is we, the representatives to this General Assembly, who are called on, with God's help, to avert the twilight of our civilization.

The PRESIDENT (*translated from French*): I call upon the representative of the Ukrainian Soviet Socialist Republic.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic) (*translated from Russian*): The basic question upon which, in the opinion of the delegation of the Ukrainian Soviet Socialist Republic, the attention of the General Assembly and of the United Nations as a whole should be concentrated, is the implementing of the resolution of the General Assembly of 14 December 1946 that all States Members of the United Nations should reduce their armaments and eliminate the atomic weapon from them. Furthermore, they should be supplementing these decisive and vital recommendations with prompt action to restrain warmongers, as proposed by the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics on 18 September last. Simultaneously, the United Nations should take steps to see that the United Nations Charter and the decisions and recommendations adopted by the United Nations are strictly observed and not violated by certain Powers so unceremoniously as has been the case hitherto. The entire international situation in which warmongers are operating, thus far with impunity, demands such action.

Although the war against the fascist aggressors has long since ended, military operations are still going on in various parts of the world; in the Far East, in the South Seas area, in Greece and in Palestine.

In some countries, certain States callously violate the United Nations Charter and attack peoples striving to secure their independence and to rebuild their existence on democratic principles; in other countries, they intervene in domestic affairs, supporting reactionary forces there in every way and arming them to fight against the democratic forces backed by the broad masses of the people.

There is not the slightest doubt that the support given by the United States of America to the Kuomintang in its civil war against the democratic forces of China is in blatant contradiction to the principle of non-intervention in the internal affairs of another country, which, as we all know, is at the very root of the United Nations Charter.

Equally incompatible with the basic principles of the Charter is the open intervention in the domestic affairs of Greece conducted by the

nos haines. C'est de cette façon seulement que nous pourrions éviter qu'une nouvelle catastrophe vienne détruire à tout jamais nos conquêtes spirituelles accumulées durant de longs siècles, et qui ont coûté à l'humanité des torrents de sang.

C'est à nous, représentants à cette Assemblée générale, qu'il appartient, avec l'aide de Dieu, d'empêcher notre civilisation de connaître ainsi son crépuscule.

Le PRÉSIDENT: La parole est au représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) (*traduit du russe*): La discussion générale à l'Assemblée touche à sa fin. De l'avis de la délégation ukrainienne, l'Assemblée générale, et toute l'Organisation des Nations Unies devraient concentrer leur attention sur la mise en œuvre de la recommandation de l'Assemblée en date du 14 décembre 1946, qui invitait tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à réduire leurs armements et à en exclure l'arme atomique; elles devraient, en outre, compléter ces dispositions importantes et décisives par les mesures d'urgence nécessaires pour réprimer l'activité des fauteurs de guerre, comme l'a proposé la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 18 septembre dernier. D'autre part, l'Organisation des Nations Unies devrait veiller à ce que l'on respecte strictement la Charte des Nations Unies ainsi que les décisions et recommandations de l'Organisation, et qu'on ne les viole pas d'une façon aussi cavalière que l'ont fait jusqu'à présent certaines Puissances. Ces mesures sont tout à fait nécessaires en raison d'une situation mondiale qui permet aux fauteurs de guerre d'agir dans l'impunité.

Bien que la guerre contre les agresseurs fascistes soit terminée depuis longtemps, des opérations militaires se poursuivent dans certaines parties du globe, et notamment en Extrême-Orient, dans les mers du Sud, en Grèce et en Palestine.

Des Puissances qui ne craignent pas de violer la Charte des Nations Unies ont pris l'offensive contre les peuples de certains pays qui s'efforcent de se rendre indépendants et de reconstruire leur vie en s'inspirant des principes démocratiques; ces puissances sont intervenues dans les affaires d'ordre intérieur d'autres pays, cherchant par tous les moyens à soutenir les forces réactionnaires de ces pays et à les armer pour la lutte contre les forces démocratiques qui trouvent leur appui dans les masses populaires.

Il n'est pas douteux que l'aide fournie par les Etats-Unis d'Amérique au Kuomintang dans la guerre civile qui l'oppose aux forces démocratiques de la Chine se trouve être en contradiction flagrante avec le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, principe qui, comme on le sait, est l'un des fondements de la Charte des Nations Unies.

L'intervention du Royaume-Uni dans les affaires intérieures de la Grèce est également incompatible avec les principes énoncés par la

United Kingdom, which maintains a part of its armed forces on Greek territory in order to support and maintain the anti-popular, monarchist and fascist regime which has brought Greece to a state of permanent civil war and which threatens to develop into a war against the peace-loving Balkan States.

This armed intervention by the United Kingdom has upset the peace and tranquillity of Greece after its liberation from the German aggressors, and has led to civil war, the outcome of which is the political bankruptcy of the monarchist and fascist regime and the collapse of British policy. This collapse is not accidental; for those who imagined they could suppress the Greek people with the aid of foreign intervention overlooked the fact that nations, even the smallest of them, are not the same after a war as when they entered it, and that it is now impossible to govern peoples by terror, since terror merely evokes still greater popular resistance, drawing into the struggle people who were previously non-political and passive.

If the Germans failed, despite their savage terror, to bring the virile, freedom-loving Greek people to its knees, it is still more unlikely that anyone will succeed now that this people has been steeled in long years of struggle for its freedom and independence.

Today, as could well be expected, the United States authorities are preparing to come forward as the executors of the unsuccessful British policy and to undertake to carry out the functions which the United Kingdom was unable to discharge.

These instances of violation of the United Nations Charter are all the more striking if one observes how conscientiously it has been obeyed by the USSR, which, of course, withdrew its troops from China, Norway, the island of Bornholm and Iran.

A regular war is also being waged by the United Kingdom on the soil of Palestine, which is most rightfully striving for its independence.

Nor can we fail to notice the sanguinary events which have been going on in Indonesia for nearly two years. Despite the Security Council's "cease-fire" order in Indonesia, Netherlands troops continue their offensive.

It is abundantly clear that each of these so-called local wars is a breach of the peace, and that each of them, as the experience of the last war has shown, bears within itself the threat of transformation into an armed conflict on a far vaster scale.

But it is even more disquieting to all friends of peace and international co-operation to realize that the warmongers are more and more brazenly drumming for a new war, and that Mr. Molotov's proposal made at the General Assem-

Charte. En effet, le Royaume-Uni maintient une partie de ses forces armées sur le territoire grec, afin de soutenir et de protéger un régime monarchiste et fasciste dirigé contre le peuple, régime responsable de la guerre civile prolongée qui se déroule en Grèce et qui menace de se transformer en une guerre contre les Etats pacifiques des Balkans.

Cette intervention armée du Royaume-Uni a troublé l'ordre et la paix en Grèce après la libération de ce pays du joug des envahisseurs allemands et a provoqué une guerre civile dont le résultat a été la faillite politique du régime monarchiste et fasciste et l'échec de la politique britannique. Cet échec n'est d'ailleurs pas un effet du hasard. En effet, ceux qui pensaient réduire le peuple grec à l'obéissance au moyen d'une intervention étrangère se sont trompés lors qu'ils ont cru que les peuples, et même les plus petits, sont, après la guerre, ce qu'ils étaient à son début. Il n'est plus possible de gouverner les peuples par la terreur, car la terreur engendre une résistance encore plus grande de la part des peuples et entraîne dans la lutte des gens qui auparavant étaient passifs et étrangers à la politique.

Si, en dépit de la terreur cruelle qu'ils ont exercée, les Allemands n'ont pas réussi à dompter le courage et l'esprit de liberté du peuple grec, personne n'y parviendra désormais, car ce peuple a été trempé par la lutte qu'il a menée pendant de si longues années pour assurer son indépendance.

Comme on pouvait le prévoir, les autorités américaines cherchent maintenant à prendre à leur compte une politique britannique qui a fait faillite et à assumer les fonctions que le Royaume-Uni n'a pas pu remplir.

De telles violations de la Charte des Nations Unies sont d'autant plus flagrantes que l'Union des Républiques socialistes soviétiques a, quant à elle, observé scrupuleusement les termes de la Charte et a, comme on le sait, retiré ses troupes de Chine, de Norvège, de l'île de Bornholm et d'Iran.

En Palestine également, c'est une guerre véritable que le Royaume-Uni mène contre un pays qui s'efforce à bon droit d'obtenir son indépendance.

On ne saurait non plus passer sous silence les événements sanglants qui se sont déroulés en Indonésie ces deux dernières années. Malgré la décision prise par le Conseil de sécurité sur la cessation des hostilités en Indonésie, les forces néerlandaises poursuivent leur offensive.

Il est tout à fait évident que chacun de ces conflits qu'on prétend locaux constitue un cas de rupture de la paix; comme nous l'a montré l'expérience de la dernière guerre, chacun de ces cas risque de dégénérer en un conflit armé de grande envergure.

Mais ce qui inquiète encore davantage tous les amis de la paix et de la collaboration entre Etats, c'est que les fauteurs de guerre lancent de plus en plus ouvertement des appels pour une nouvelle guerre et que la proposition de réduire les arme-

bly last year for the reduction of armaments has not been implemented in spite of the Assembly recommendation.¹ The fault of such non-implementation rests with those States which consider that the USSR proposal for the reduction of armaments—a matter of vital concern to the peoples of all countries—can be pigeon-holed just as the USSR disarmament proposals were pigeon-holed at the League of Nations.

The same States are also to blame for the fact that the work of the Atomic Energy Commission, set up by the United Nations on 24 January 1946, has reached a deadlock as a result of the persistent, but completely unfounded, United States claims to keep as its exclusive and monopolistic preserve such means of mass destruction as the atomic weapon and to place the sources of atomic energy as well under its control. There can be no disarmament unless atomic bomb stock piles are destroyed and their manufacture stopped.

Sabotage of the proposal for the reduction of armaments is the only way one can describe the attempts of the United States representatives to separate the question of the atomic weapon from the general question of the reduction of armaments and to evade reduction of armaments by an artificial formula about "guaranteeing" peace and security. The reduction of armaments and their control by the Security Council provide precisely this vital guarantee which will serve to strengthen confidence and international co-operation.

The delegation of the Ukrainian Soviet Socialist Republic will never agree to the armed forces of the United Nations being organized in such a way that only one particular Power occupies a dominant position, or to these armed forces being a tool for expansionist policies cloaked by the authority of the United Nations.

Matters have reached such a pitch that even here, in the General Assembly, the United States delegation described a bare reference to implementing the Assembly's recommendation on disarmament as "irresponsible propaganda". Yet the United States delegation has not uttered a syllable in condemnation of the unbridled propaganda for a new war which is being conducted in the country where the United Nations has its seat.

The USSR representative quoted a wealth of factual material in his speech to confirm the existence of this war propaganda. Millions of people heard the statement made by the head of

ments, présentée par M. V. Molotov à l'Assemblée de l'année dernière, n'a pas été mise en application, malgré la recommandation de l'Assemblée générale¹. La faute en incombe à ceux des Etats qui estiment que la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relative à la réduction des armements, question qui intéresse au premier chef les peuples de tous les pays, pouvait être mise en sommeil de la même manière que l'on a mis en sommeil les propositions sur le désarmement présentées à la Société des Nations par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par la faute de ces mêmes Etats, les travaux de la Commission de l'énergie atomique, instituée par l'Organisation des Nations Unies le 24 janvier 1946, en sont également restés au point mort en raison de prétentions obstinées, bien que dénuées de tout fondement, de la part des Etats-Unis, qui voudraient continuer à détenir le monopole exclusif d'un moyen de destruction massive tel que l'arme atomique et voudraient, en outre, voir soumettre à leur contrôle les sources d'énergie atomique. Or, si l'on ne détruit pas les stocks de bombes atomiques et si l'on n'en interdit pas la fabrication, il ne peut y avoir de désarmement.

On ne saurait qualifier autrement que de sabotage de la proposition visant à réduire les armements, les tentatives faites par les représentants des Etats-Unis en vue de séparer la question de l'arme atomique de la question plus générale de la réduction des armements, et d'éviter cette réduction au moyen d'une formule artificielle de "garantie" de la paix et de la sécurité, alors qu'en réalité la réduction des armements et son contrôle par le Conseil de sécurité sont précisément les garanties vitales qui permettraient de contribuer à raffermir la confiance et la collaboration entre les Etats.

La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine n'admettra jamais que les forces armées de l'Organisation des Nations Unies soient organisées de façon que telle ou telle Puissance occupe à elle seule une situation prépondérante et que ces forces soient l'arme d'une politique d'expansion pratiquée sous le couvert de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

Les choses en sont arrivées à un point tel que, même ici, à l'Assemblée générale, la délégation des Etats-Unis a cru pouvoir déclarer que le seul fait d'attirer l'attention sur la mise en application de la recommandation de l'Assemblée générale sur le désarmement constituait une "propagande irresponsable". En même temps, la délégation des Etats-Unis n'a pas dit un seul mot de désapprobation au sujet de la propagande effrénée en faveur d'une nouvelle guerre, propagande à laquelle on se livre dans le pays même où se trouve le siège de l'Organisation des Nations Unies.

Dans son discours, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a mis en relief de nombreux faits qui confirment l'existence de cette propagande de guerre. Des millions de

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, resolution 41 (I)*, page 65.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, résolution 41 (I)*, page 65.

the USSR delegation and his proposal for muzzling the warmongers. The facts quoted in this statement cannot be evaded or ignored.

The statement made by Mr. Austin at a dinner at the Waldorf-Astoria, when he called Mr. Vyshinsky's speech a "falsification", cannot be considered an answer, for Mr. Austin could not prove, and no one can prove, that the warmongers' statements were incorrectly quoted by Mr. Vyshinsky, that the figures of the profits earned during the war by American trusts were untrue or that the facts cited by him were inaccurate. Where, then, was the falsification in Mr. Vyshinsky's speech? Mr. Austin was also wrong when he said that Mr. Vyshinsky's speech might injure the prestige of the United States of America. If anyone is damaging the honour of the United States it is those warmongers who were named by the USSR representative. To substantiate what I am saying, I will quote a statement by Mr. George Earle, former special envoy to the Balkans, published in the American Press:

"I am delighted and highly honoured to be called a warmonger by Mr. Vyshinsky. If by 'warmonger' he means that I advocate using atom bombs on Russia, he, that is, Mr. Vyshinsky is absolutely right."

Is this the raving of a madman or the hysteria of a warmonger caught in the act? No, this is simply the voice of a Hitlerite surpassing his teacher in cynicism. Even at the very worst period of the Nurnberg Congresses, the German fascists did not dare throw out a challenge to the world so blatantly as Mr. Earle is doing now.

I am not interested in Mr. Earle's personality, but I call the attention of the General Assembly to the fact that the United States Press was prepared to reproduce this cannibalistic statement by Mr. Earle. There is no doubt that Mr. Earle would never have dared to use such language, or the United States Press to print such statements, if there were not behind Earle's back sinister forces supporting him and convinced that no punishment would befall them. I feel sure that such shameless statements as Mr. Earle's do not represent the feelings of the American people, who, no less than other peoples, want to see warmongers muzzled, for people like Mr. Earle are more dangerous than criminals behind bars.

The remarks made by the head of the USSR delegation evoked a reply also from Mr. Harwood, Vice-President of the Cutler-Hammer concern, who had deplored the fact that no atomic bomb was yet available which could destroy people only, without destroying property. We

personnes ont entendu la déclaration faite par le chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'ont entendu formuler sa proposition sur les mesures nécessaires pour réprimer l'activité des fauteurs de guerre. On ne peut oublier ni passer sous silence les faits qui sont relevés dans cette déclaration.

Le discours prononcé par M. Austin au cours d'un banquet au Waldorf-Astoria et dans lequel il déclare que l'intervention de M. Vyshinsky constitue "un faux," ne peut être considéré comme une réponse. Mais M. Austin n'a pas pu prouver—personne d'ailleurs n'aurait pu le faire—que les déclarations des fauteurs de guerre ont été déformées par M. Vyshinsky, que les chiffres qu'il a cités au sujet des bénéfices réalisés pendant la guerre par les trusts américains étaient inexacts et que les faits qu'il a mentionnés ne correspondaient pas à la réalité. Dans ces conditions, quel est donc le "faux" que M. Vyshinsky a commis en prononçant son discours? M. Austin a également tort lorsqu'il déclare que le discours de M. Vyshinsky pourrait porter préjudice au prestige des Etats-Unis d'Amérique. Ceux qui pourraient nuire à l'honneur des Etats-Unis, ce sont précisément ces fauteurs de guerre dont a parlé le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. D'ailleurs, pour ne pas parler sans preuves, je citerai une déclaration de M. George Earle, ancien envoyé spécial dans les Balkans, publiée dans la presse américaine:

"Je suis heureux, a déclaré M. Earle, je suis même très honoré d'avoir été appelé 'auteur de guerre' par M. Vyshinsky. Si, en m'appelant ainsi, il veut dire que je préconise l'utilisation de la bombe atomique dans des bombardements contre la Russie, je dois convenir qu'il a tout à fait raison."

De quoi s'agit-il? Du délire d'un fou ou de l'hystérie d'un fauteur de guerre pris en flagrant délit? Nous sommes tout simplement en présence d'un hitlérien qui a dépassé son maître en cynisme. Même dans les pires moments des congrès de Nuremberg, les fascistes allemands n'ont jamais osé défier le monde aussi ouvertement que le fait M. George Earle.

La personnalité de M. Earle ne nous intéresse pas, mais nous voulons attirer l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que la presse des Etats-Unis s'est cru permis de publier ces déclarations dignes d'un cannibale. Il est bien entendu que Earle n'aurait jamais osé tenir un tel langage, et que la presse américaine n'aurait jamais osé publier ces déclarations, si ce journaliste n'était pas soutenu par des forces mauvaises et s'il n'était pas assuré de l'impunité. Nous sommes convaincus qu'une déclaration aussi éhontée que celle de M. Earle ne correspond pas aux sentiments du peuple américain, qui n'est pas moins intéressé que les autres peuples à voir les fauteurs de guerre muselés, car les gens comme M. Earle sont plus dangereux que les criminels qui sont déjà en prison.

M. Harwood, vice-président du trust *Cutler-Hammer*, a réagi, lui aussi, aux déclarations du chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. M. Harwood avait déploré que l'on n'ait pas encore une bombe atomique qui pût détruire les hommes sans causer de

know what Mr. Harwood is hinting at. Mr. Harwood says that his words were spoken in jest. Anyone, of course, is free to make a joke, but there are jokes which smack of powder and blood, and which threaten to multiply the number of graveyards in the world and bring suffering to mothers and wives who have not yet lost their nearest and dearest on the battlefields.

Several organs of the United States Press also referred in unfriendly tones to the USSR delegation's statement, a fact most significant in itself. If a statement in support of peace, made from the rostrum of the General Assembly in the country which is the seat of the United Nations, is accorded a hostile reception by a section of the Press of that country, it gives all friends of peace and international co-operation grounds for thought and for drawing certain inferences.

Does it not seem strange that, while warmongers move about freely, write articles, speak at public meetings, give interviews to the Press, and enjoy the tokens of outward esteem, the supporters of peace and security are persecuted, driven from their jobs, imprisoned; are killed in Greece and Spain, to the accompaniment of applause in Argentina? Their status is worse than that of the German nazis and their accomplices, while individuals who collaborated with the enemy during the war now enjoy honour and esteem, sit in governments, occupy leading administrative posts, pass judgment and mete out punishment to those who, weapon in hand, fought against the enemy during the war. This occurs not only in such a fascist and monarchist country as Greece, but in other countries too, which falsely call themselves democratic.

Under the guise of being displaced persons there are hiding, in the United States and British zones of occupation in Germany, war criminals whose hands are stained with the blood of thousands of innocent people, patriots of their own country. For example, in the western zones of Germany there is in hiding the notorious criminal Bandera, that consummate spy and secret agent who, during the war, acting on the instructions of the Germans, formed bandit detachments which massacred the peaceful inhabitants of my country who were supporting the armies of the USSR and shot in the back its troops who were fighting against the aggressors. This man's name is accursed in the Ukraine by the entire Ukrainian people.

In England, under the guise of sheltering displaced persons, comfortable billets have been found in Lincoln, Sheffield and Essex for the "Galichina" SS Division, which formed part of the German forces and fought in their ranks against the army of the USSR, the army which,

dégâts matériels. Nous voyons bien ce qu'insinue M. Harwood. Il affirme certes que c'était là une plaisanterie, et, bien entendu, tout le monde a le droit de plaisanter, mais il est des plaisanteries qui sentent la poudre et le sang, qui menacent de multiplier le nombre des cimetières à travers le monde et de plonger dans la douleur celles des mères et des femmes qui n'ont pas encore perdu leurs êtres les plus chers sur les champs de bataille.

Certains organes de la presse américaine ont répondu eux aussi sur un ton hostile aux déclarations du chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ce fait, à lui seul, est très significatif. Si, aux déclarations qu'on fait en faveur de la paix du haut de la tribune de l'Assemblée générale, dans le pays même où se trouve le siège de l'Organisation des Nations Unies, une partie de la presse américaine oppose un véritable barrage de baïonnettes, il y a là de quoi réfléchir, et les vrais amis de la paix et de la collaboration internationales devraient en tirer les conclusions qui s'imposent.

N'est-il pas étonnant qu'alors même qu'on laisse les fauteurs de guerre se promener en liberté, écrire des articles, faire des déclarations au cours de réunions publiques et donner des interviews à la presse et qu'ils reçoivent même des marques de respect, on persécute les défenseurs de la paix et de la sécurité, on les chasse de leurs emplois, on les jette en prison, on va jusqu'à les tuer, comme c'est le cas en Grèce et en Espagne — ce qui provoque d'ailleurs des applaudissements en Argentine . . . On réserve à ces hommes un sort pire que celui des nazis allemands et de leurs acolytes. Des gens qui ont collaboré avec l'ennemi pendant la guerre sont maintenant honorés et respectés; ils font partie des Gouvernements; ils occupent des postes administratifs importants; ils jugent et punissent ceux qui, pendant la guerre, avaient pris les armes pour combattre l'ennemi. Tout cela ne se produit pas seulement dans un pays monarchiste et fasciste comme la Grèce, mais également dans d'autres pays, qui se prétendent démocratiques.

Sous l'étiquette de "personnes déplacées", on abrite dans les zones d'occupation américaine et britannique de l'Allemagne des criminels de guerre dont les mains sont tachées du sang de milliers de personnes innocentes, du sang des patriotes. C'est ainsi que, dans les zones occidentales de l'Allemagne, se cache le traître Bandera. Espion, achevé et agent secret, il a formé, pendant la guerre, sur l'ordre des Allemands, des bandes de brigands, qui massacraient la population pacifique de mon pays alors qu'elle soutenait les forces de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et dont les détachements tiraient dans le dos de nos soldats pendant qu'ils luttaient contre l'envahisseur. Le nom de cet homme est maudit par le peuple ukrainien tout entier.

On a entouré de prévenances et installé à Lincoln, à Sheffield et dans l'Essex, à titre de "personnes déplacées," les membres de la division SS "Galichina" qui faisait partie de l'armée allemande, et qui luttait contre l'armée soviétique, alors que cette dernière, en soutenant une lutte

by its brave fight, saved not only its own country, but other States which had succumbed to or been weakened by the enemy's onslaught.

In the displaced persons' camps in the United States and British occupation zones in Germany are traitors to their fatherland, former Gestapo agents. They are maintained not in haphazard fashion, but as armed formations which are being trained by the warmongers and are obviously being prepared for future military operations both against the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the peoples of the whole Union of Soviet Socialist Republics.

Both in the United States and British zones of occupation, and on the very soil of the United States of America and of Great Britain, underground organizations operate, carrying out their disruptive work against both the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the other Republics of the USSR. They operate not only freely, but in many cases with the support of the British and United States authorities.

How can one believe, after this, in the pacific statements made from this rostrum? All this activity, which is contrary to the Charter and the decisions of the United Nations, cannot be dismissed as mere chance: it is an integral part of the crazy plan hatched by the warmongers.

Here I should like to pause and reply to the speech of Mr. McNeil which the General Assembly heard this morning.

Apparently Mr. McNeil was unable to deny the facts characterizing the activity of the warmongers which were quoted by the head of the USSR delegation in his statement on 18 September. Instead of condemning the warmongers, Mr. McNeil took a different line, that of attacking the policy of the USSR, which was, is and always will be a policy of peace.

In order to cast a slur on this policy and also defend the notorious speech made by Mr. Churchill in Fulton, Mr. McNeil did not shrink from direct insinuations. Mr. McNeil chose to appeal to history. Permit the representative of the Ukrainian Soviet Socialist Republic likewise to refer to history, and let us see in whose favour history will speak.

We have not forgotten, as those present in this hall have not forgotten, the advent to power of the German fascists. When, after the burning of the Reichstag, they seized the reins of government in Germany, they were still weak. Carrying out the agreed international action envisaged in Article 16 of the League of Nations Covenant would have sufficed to hurl Hitler's Government from the saddle in a very short space of time. But the governing circles in Great Britain who took the lead in the League of Nations did not lift a finger to prevent the fascists from consolidating themselves in Germany. These circles believed that a Hitlerite government come to power would serve as a weapon for a future war by Germany against the Soviet Union. Speeches

héroïque, a sauvé, non seulement sa propre patrie, mais encore d'autres Etats que les coups de l'ennemi avaient ébranlés ou abattus.

Dans les camps de personnes déplacées des zones américaine et britannique, on a hébergé des traîtres et d'anciens agents de la Gestapo. Non seulement on les abrite, mais encore on en a constitué des formations militaires, qui sont entraînées et préparées par les fauteurs de guerre, apparemment en vue d'opérations militaires futures dirigées contre l'Ukraine et les autres républiques soviétiques.

Dans les zones d'occupation américaine et britannique, aussi bien que sur le territoire même des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il existe des organisations clandestines qui mènent une activité subversive contre la République socialiste soviétique d'Ukraine et les autres républiques soviétiques. Ces organisations fonctionnent librement, et même, dans de nombreux cas, elles jouissent de l'appui des autorités britanniques et américaines.

Comment peut-on, après cela, ajouter foi aux déclarations que l'on a faites du haut de cette tribune en faveur de la paix. Personne ne saurait prétendre que la politique que j'ai exposée, qui est en contradiction avec les termes de la Charte et avec les décisions prises par les Nations Unies, est simplement l'effet du hasard. Elle fait partie d'un plan, un plan insensé, conçu par les fauteurs de guerre.

Je voudrais répondre maintenant au discours prononcé ce matin devant l'Assemblée générale par M. McNeil.

Visiblement M. McNeil n'a pas réussi à réfuter les faits qui caractérisent l'activité des fauteurs de guerre et que le chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a cités dans sa déclaration du 18 septembre. Plutôt que de juger les fauteurs de guerre, M. McNeil a préféré s'en prendre à la politique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, alors que celle-ci a été et sera toujours une politique de paix.

Pour jeter le discrédit sur cette politique et défendre par là même le fameux discours prononcé par M. Churchill à Fulton, M. McNeil n'a pas hésité à se livrer à des insinuations manifestes. Il en a appelé à l'histoire. Permettez au représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine de s'y reporter également. Nous verrons quel sera le verdict de l'histoire. Nous n'avons pas oublié, et ceux qui sont présents dans cette salle ne l'ont pas fait non plus, l'arrivée au pouvoir des fascistes allemands. Lorsque, après l'incendie du Reichstag, ils saisirent les rênes du gouvernement de l'Allemagne, ils étaient encore faibles. Il aurait suffi que les grandes Puissances prissent de concert certaines mesures sur le plan international, comme le prévoyait l'Article 16 du Pacte de la Société des Nations, pour que le Gouvernement hitlérien fût renversé dans un délai très bref; mais les milieux dirigeants du Royaume-Uni, dont l'influence prévalait à la Société des Nations, n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher les fascistes allemands de consolider leur position. Les milieux dirigeants du Royaume-Uni estimaient qu'un Gouvernement

made by the Hitlerite fanatics at Nurnberg Congresses about the future campaign against the East received a sympathetic hearing from the warmongers of that time in Great Britain. Czechoslovakia was surrendered to Hitler. The Munich Pact was concluded—and I think it necessary to remind Great Britain of this—an agreement which freed Hitler's hands for his Eastern campaign, a campaign which cost the Ukrainian people and the other peoples of the USSR millions of dead and devastation of tens of thousands of towns and villages.

Mr. McNeil knows, of course, that there is not a grain of truth in his gibe about Russian gasoline. Would it not be better to recall how British reactionaries, fully supported by the British Government of the day, in which the Labour Party, of course, also participated, hindered and sabotaged the opening of a second front? They preferred to see their Russian allies bled white in the East, bearing the brunt of the wild onslaught and almost the whole weight of the war machine of Hitlerite Germany in single combat with Hitlerite fascism. That is history's reply to the British delegation.

Mr. McNeil uttered another untruth in his speech here when he implied that the USSR did not find itself in agreement with any other country. This is not the case; we even agree with Great Britain that the overseas loan which it is about to conclude is very disadvantageous for the British people. Mr. McNeil also forgot that China, with whom the USSR is supposed to be at enmity, has now adopted the USSR's position after the latter's refusal to attend the conference of eleven States to conclude a treaty with Japan. We agree, for example, with Egypt about the withdrawal of British troops from that country. We agree with the countries of Latin America that the prices fixed by the American trusts for their agricultural produce are ruinous, and that steps should be taken to do away with or remedy such an abnormal state of affairs. And to what do we not agree? We do not agree to the United Nations Charter being violated.

Unfortunately, violation of the Charter and disregard of the decisions and recommendations of the United Nations, and of the United Nations itself, has become the rule. We might discuss, not what articles of the Charter and decisions of the United Nations have been violated, but what articles and decisions are still being observed by those States which take a conscientious view of their relations with the United Nations.

hitlérien mènerait l'Allemagne à la guerre contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques. A l'époque, les fauteurs de guerre britanniques accueilleraient favorablement les discours prononcés aux congrès de Nuremberg par les fanatiques hitlériens sur la future campagne de l'Est. La Tchécoslovaquie fut livrée à Hitler. Je crois bon de rappeler au Royaume-Uni la conclusion du Pacte de Munich, qui déliait les mains d'Hitler et lui permettait de lancer sa campagne de l'Est, campagne qui a coûté au peuple ukrainien, ainsi qu'aux autres peuples de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des millions de vies humaines et qui a entraîné la destruction de dizaines de milliers de villes et de villages.

M. McNeil sait, bien entendu, que sa réflexion mordante relative à l'utilisation de l'essence russe ne renferme pas un grain de vérité. Ne vaudrait-il pas mieux se rappeler que les milieux réactionnaires britanniques, pleinement soutenus par le Gouvernement britannique de l'époque, au sein, duquel il y avait également des travaillistes, ont retardé et saboté l'ouverture d'un second front. Ils préféreraient que les alliés russes soient saignés à blanc sur le front de l'est, en résistant seuls aux attaques furieuses des fascistes hitlériens et au choc de presque toute la machine de guerre allemande. Voilà comment l'histoire répond aux représentants du Royaume-Uni.

M. McNeil a, une fois de plus, trahi la vérité lorsqu'il a déclaré que l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'était d'accord avec aucun pays. C'est inexact, car nous sommes d'accord même avec le Royaume-Uni lorsque nous affirmons que les conditions de l'emprunt qu'il est sur le point de contracter de l'autre côté de l'océan sont fort défavorables pour le peuple britannique. D'autre part, M. McNeil a oublié que la Chine, avec laquelle l'Union des Républiques socialistes soviétiques entretiendrait selon lui, des relations hostiles, se rallia aux vues de l'Union des Républiques socialistes soviétiques après que celle-ci eut refusé de participer à la Conférence des onze au sujet du traité de paix avec le Japon. Nous sommes d'accord avec l'Égypte aussi, qui demande le retrait des forces britanniques cantonnées sur son territoire. Nous sommes d'accord avec les pays de l'Amérique latine qui affirment que les prix fixés par les trusts américains pour les produits agricoles de ces pays, les conduisent à la ruine et qu'il y a lieu de prendre des mesures pour remédier ou mettre fin à cette situation anormale. Qu'est-ce donc que nous n'acceptons pas? Nous n'acceptons pas que l'on viole la Charte des Nations Unies.

Malheureusement, la tendance à violer la Charte et à ne pas tenir compte des décisions et recommandations des Nations Unies ainsi que de l'existence de l'Organisation elle-même, a été érigée en système, au point qu'à l'heure actuelle, au lieu de se demander quels sont les articles de la Charte et les décisions de l'Organisation qui ont été violés, il serait plus facile de se demander quels sont les articles et les décisions qui sont encore observés par les États conscients de leurs devoirs à l'égard de l'Organisation des Nations Unies.

The efforts of reactionary circles in the United States to achieve world hegemony and to transform the United Nations into an instrument for that purpose cannot likewise serve to strengthen the authority of the United Nations. World domination by a great Power and the national sovereignty of other States and nations, especially the small and medium ones, are two things that are mutually incompatible.

Mr. McNeil did not mention it, but questions such as that of the nationalization of the steel industry in Great Britain, and the participation of representatives of workers' parties in the Governments, let us say, of France and Italy, are matters of domestic concern of the respective countries, and not of international agreements, as the British representative imagines. When world domination is being fought for, the national dignity and sovereignty of other countries will necessarily be jeopardized and the most glaring inequalities will be engendered—whether by armed or economic force or by political pressure—between States (and this is sensed by many of those present in this hall) which are fighting on the basis of the United Nations Charter for the equal rights of all nations and peoples. When world domination is being sought, the principle of trusteeship embodied in the United Nations Charter cannot but be transformed into a system of re-partitioning colonies and continuing the enslavement of colonial peoples, as in pre-war days. When efforts are being made to secure world domination a particular kind of trusteeship will inevitably be introduced over States which have hitherto considered themselves sovereign and independent. Take, for instance, the attempts now being made to establish a special kind of trusteeship over the war-stricken countries of Europe by hanging around their necks a series of foreign loans for which the peoples of these countries will have to pay dearly.

It is perfectly clear that the drive for world domination engenders in some people a quite unjustified assurance of their own superiority, and in others a bitter feeling that they have been deprived of their rights. On the whole, it surrounds the United Nations with an atmosphere of arbitrary lawlessness, of triumph of the principle innate in every aspirant to world domination: "I do as I please." One can hardly maintain that such a policy serves the cause of peace and international co-operation.

The systematic high-handedness thus displayed by particular States which are increasingly seeking to bring us back to the practices of the late lamented League of Nations, is the basic and deep-seated cause of the ineffectiveness of United Nations activity.

Here, in this Assembly, we are now being asked to violate the Charter and to create a kind of third interim organ, a sort of second Security

Les efforts des milieux réactionnaires américains qui cherchent à dominer le monde et à transformer l'Organisation des Nations Unies en un instrument de domination mondiale ne contribuent pas non plus à renforcer l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. En effet, on ne saurait concilier la domination mondiale d'une grande Puissance avec la souveraineté des autres peuples et Etats, notamment des Etats petits et moyens.

M. McNeil ne l'a pas dit, mais pourtant des questions telles que la nationalisation de l'industrie sidérurgique en Grande-Bretagne ou la participation des représentants des partis ouvriers aux Gouvernements de France ou d'Italie, par exemple, relèvent de la compétence intérieure de chaque pays et ne peuvent être tranchées par des accords internationaux, comme le croit le représentant du Royaume-Uni. Lorsqu'on lutte pour la domination mondiale, on porte nécessairement atteinte à la dignité nationale et à la souveraineté des autres pays; on crée, soit par la force des armes, soit par des mesures économiques, soit encore en exerçant une pression politique, une inégalité flagrante entre les Etats — c'est d'ailleurs ce que pensent un grand nombre de délégués ici présents; on traite inégalement les Etats fidèles à la Charte des Nations Unies qui luttent pour l'égalité des droits de toutes les nations et de tous les peuples. Lorsque l'on aspire à la domination mondiale, on ne peut s'empêcher de transformer le principe de la tutelle, énoncé dans la Charte des Nations Unies, en un instrument destiné à redistribuer les colonies et à prolonger l'oppression des peuples indigènes, comme avant la guerre. Lorsqu'on lutte pour la domination mondiale, on ne peut pas s'empêcher d'imposer en quelque sorte un régime de tutelle à des Etats qui, encore récemment, se croyaient souverains et indépendants. C'est ainsi, par exemple, que l'on cherche actuellement à établir une tutelle d'un genre particulier pour les pays européens dévastés par la guerre, en les ornant d'un collier d'emprunts étrangers fort coûteux pour les peuples de ces pays.

Il est parfaitement clair que les aspirations à la domination mondiale engendrent chez les uns un sentiment de supériorité tout à fait injustifié et chez les autres le sentiment amer d'être privés de tous droits; on crée ainsi autour de l'Organisation des Nations Unies une atmosphère d'illégalité et d'arbitraire, où l'on voit triompher le principe de tous ceux qui aspirent à la domination mondiale: "J'agis comme bon me semble." On ne saurait guère prétendre qu'une telle politique sert les intérêts de la paix et de la collaboration internationales.

C'est précisément dans cette politique d'arbitraire, pratiquée par certains Etats qui s'efforcent toujours plus de nous ramener aux méthodes de la Société des Nations, de triste mémoire, qu'il faut rechercher la cause principale du manque d'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

On nous propose de nouveau, au sein de cette Assemblée, de violer la Charte en créant un troisième organe intérimaire qui deviendrait en

Council, a second Assembly, or, as many fear, a branch of the State Department of the United States.

Let me point out only that, according to Article 109, amendments to the Charter must be ratified by the States Members of the United Nations in accordance with their constitutional processes.

It is very significant that they who talk most loudly about the inoperativeness of the United Nations are precisely those who, by their arbitrary actions, most paralyse the activity of the United Nations and help to undermine its authority. The representatives of those countries which daily violate the Charter, circumvent the recommendations of the General Assembly, and contravene the decisions of the United Nations, are attempting, in order to escape blame, to throw the blame on others; in fact, on the very countries which conscientiously, day in and day out, defend the Charter and the decisions of the United Nations.

They spread the myth that the blame for the ineffectiveness of the United Nations rests on our colleague, Mr. Gromyko, the representative of the Union of Soviet Socialist Republics, who, by voting in the Security Council against the proposals of the United States and Great Britain, "blocked", if you please, the Security Council's adoption of resolutions on the Greek question.

Which Greek question are they talking about — the falsified Greek question which has just been brought before the General Assembly, and which is nothing but a crude revival of Bismarck's Ems telegram, or the genuine Greek question which the USSR delegation raised in January 1946 and the Ukrainian SSR delegation on 25 August 1946?

The essence of the Greek question is not that someone or other is threatening the integrity and independence of Greece, and that the United States must protect the Greece of Tsaldaris and Zervas from this "danger", but that the warmongers wish to turn Greece into a centre of unrest and acute conflict in the Balkans, and that plans are being laid to draw Greece into a military alliance with Turkey and perhaps even with Italy, and to provoke a clash in the Balkans; that someone, after occupying Greece with its troops, wishes to take a firm stand in the Mediterranean area with a view to penetrating into Palestine and the Arab countries of the Near East, and to approach nearer to the Suez Canal and simultaneously take up a strategic position which would threaten the Soviet Union.

"We have selected Turkey and Greece," wrote the journalist Walter Lippmann, "not because they are specially in need of relief . . . but be-

quelque sorte un deuxième Conseil de sécurité, une deuxième Assemblée, ou, comme beaucoup le redoutent, une annexe du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Je me bornerai à rappeler que la Charte dans sa forme modifiée est sujette, en vertu de l'Article 109, à la ratification par les Etats Membres de l'Organisation, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Il est très significatif que ceux qui dénoncent le plus vigoureusement le manque d'efficacité de l'Organisation des Nations Unies sont ceux-là mêmes qui par leurs actes arbitraires contribuent le plus à paralyser l'activité de l'Organisation et à en saper l'autorité. Les représentants des pays qui, pour se dérober à leurs responsabilités, violent chaque jour la Charte de l'Organisation et agissent au mépris des recommandations de l'Assemblée générale ainsi que des décisions prises par l'Organisation des Nations Unies, cherchent à en rejeter la responsabilité sur d'autres, et notamment sur ceux qui, jour après jour, d'une manière conséquente, prennent la défense de la Charte et des décisions de l'Organisation.

On fait circuler une légende selon laquelle le peu d'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est dû à notre collègue Gromyko, représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, en votant au Conseil de sécurité contre les propositions des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, aurait "bloqué" la prise de décisions sur la question grecque par le Conseil de sécurité.

Mais de quelle question grecque s'agit-il? S'agit-il de la question grecque que l'on a présentée à l'Assemblée générale sous une forme falsifiée et qui n'est rien d'autre qu'une grossière reproduction de la dépêche d'Ems envoyée par Bismarck? Ou bien s'agit-il de la question grecque posée dans sa forme authentique par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en janvier 1946, puis par la République socialiste soviétique d'Ukraine le 25 août 1946?

Quelle est la substance véritable de la question grecque? Ce n'est pas que l'intégrité et l'indépendance de la Grèce soient menacées et que les Etats-Unis doivent protéger de ce "danger" la Grèce de Tsaldaris et de Zervas, c'est que les fauteurs de guerre veulent faire de la Grèce un foyer de troubles et de conflits aigus dans les Balkans; c'est que l'on nourrit le dessein d'amener la Grèce à conclure une alliance militaire avec la Turquie, et peut-être même avec l'Italie, et qu'on cherche à provoquer des conflits dans les Balkans; c'est qu'un certain pays, dont les troupes occupent la Grèce, veut s'installer fermement en Méditerranée en vue de pénétrer en Palestine et dans les pays arabes de l'Orient, de se rapprocher du canal de Suez et d'occuper par la même occasion une position stratégique qui constituerait une menace pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

"Nous avons choisi la Turquie et la Grèce" écrivait le journaliste Walter Lippmann, non pas parce que ces deux pays ont particulièrement

cause they are the strategic gateway to the Black Sea and the heart of the Soviet Union."¹

It was in order to realize these expansionist plans that, as Tsaldaris declared, the Security Council set up a Commission to investigate frontier incidents. The majority of this Commission presented a confused and contradictory report of which it can only be said that, in it, fantasy took the place of facts, partiality of logic, and perjury of truth.

With the same aims in view, this question has been submitted in its "Tsaldaris" version to the General Assembly, with whose authority it is hoped to cloak a new intervention in Greece. The real essence of the Greek question lies in this intervention, which is designed to duplicate or replace the intervention of Great Britain.

What would you have said, gentlemen, if your country, which suffered fewer casualties than Greece in the war against fascist aggression, had to accept intervention by foreign troops? Why can this be done to Greece? Why is the Greek people refused the right which the Yalta Conference gave all the liberated peoples of Europe "to destroy the last vestiges of nazism and fascism and to create democratic institutions of their own choice"? On what grounds are the Greek people being deprived of the right to solve their internal conflicts by themselves and to be the masters in their own country?

What right had Great Britain to dictate to the Greek people the dates of the parliamentary elections, to fix the date of the plebiscite, and to form—as it is forming even now, with the co-operation of the United States Government—Greek governments acceptable to itself? What right had Great Britain to form the Tsaldaris Government, of which one may say that its longevity depends on how long it takes to conclude the discussion of the Greek question? It is the prerogative of the sovereign Greek people to make decisions on such matters.

What article of the Charter put Greece at the mercy of Zervas, Gonatas, Turkovassilis and all those who helped the German occupants to crush the Greek patriots who fought against them for the salvation of their homeland and for the Allied cause?

There is obviously only one basis for these illegal acts, the desire to compel the Greek people to surrender its country to those who require it as a base for realizing their expansionist plans.

The real essence of the Greek question lies here and not in that monstrous political diversion, that downright international fraud under cover of which some people want to accuse Albania, Bul-

besoin d'aide . . . mais parce que du point de vue stratégique, ils donnent accès à la mer Noire et au cœur de l'Union soviétique"¹

Selon la déclaration de M. Tsaldaris, c'est afin de mener à bien ces plans d'expansion que le Conseil de sécurité a créé une commission chargée d'enquête sur les incidents de frontière. La majorité de cette commission a présenté un rapport confus et contradictoire, dont le moins qu'on puisse dire est que la fantaisie s'y substitue aux faits, la partialité à la logique et les faux témoignages à la vérité.

C'est dans le même dessein que la question grecque, dans la version Tsaldaris, été soumise à l'Assemblée générale, dont on cherche à utiliser le prestige pour couvrir une nouvelle intervention en Grèce. C'est précisément cette intervention, destinée à doubler ou même à remplacer l'intervention du Royaume-Uni, qui constitue la substance véritable de la question grecque.

Qu'auriez-vous dit, Messieurs, si votre pays, qui n'a pas souffert autant que la Grèce dans la lutte contre les agresseurs fascistes, avait à subir une intervention de la part d'armées étrangères? Pourquoi tolérer une telle situation en Grèce? Pourquoi contester au peuple grec le droit que la Conférence de Yalta a reconnu à tous les peuples libérés d'Europe, en lui refusant la possibilité accordée à tous les peuples libérés de détruire "les derniers vestiges du nazisme et du fascisme" et d'établir "les institutions démocratiques de leur choix"? Pour quelle raison prive-t-on le peuple grec du droit de régler par ses propres moyens ses litiges intérieurs et de régner en maître dans son propre pays?

De quel droit le Royaume-Uni a-t-il fixé au peuple grec des délais pour l'élection du Parlement, fixé la date du plébiscite et formé des Gouvernements grecs à sa convenance, et continue-t-il d'ailleurs à en former avec la collaboration du Gouvernement américain? De quel droit le Royaume-Uni a-t-il créé un Gouvernement Tsaldaris, qui doit durer, on peut le dire, autant d'heures que durera encore la discussion de la question grecque, alors qu'il appartient au peuple grec par l'exercice de ses droits souverains de prendre des décisions en ces matières.

En vertu de quel Article de la Charte la Grèce a-t-elle été livrée au pouvoir arbitraire de Zervas, de Gonatas, de Tourkovassilis et de tous ceux qui ont aidé les occupants allemands à écraser les patriotes grecs en lutte contre l'envahisseur pour le salut de leur patrie et pour la cause commune des Alliés?

La raison de tous ces actes illégaux est visiblement la suivante: on veut contraindre le peuple grec à livrer son pays à ceux qui ont besoin d'en faire une forteresse, afin de réaliser leurs plans d'expansion.

C'est là le fond véritable de la question grecque; il ne se trouve pas dans la diversion politique monstrueuse, je dirais même dans le mensonge international, sous le couvert duquel on

¹ *New York Herald Tribune*, 1 April 1947.

¹ *New York Herald Tribune* du 1er avril 1947.

garia and Yugoslavia of threatening the integrity and independence of Greece.

The representative of the Union of Soviet Socialist Republics in the Security Council would not have done his duty to the sixteen Republics comprising the Soviet Union, nor his duty to the United Nations, if he had voted for the proposal to set up a High Commissioner or a permanent Commission, for such a proposal is a preliminary step towards a new intervention in Greece and is designed to extend the intervention in Greece's internal affairs to other Balkan countries also.

It is under these conditions, when the warmongers are raising their heads ever more boldly, when they not only artificially create and foster war psychosis, but take practical steps which cannot but evoke disquiet among the nations, that the protagonists of respect for the Charter and the decisions of the United Nations are asked to agree to call a special conference to abolish the principle of the unanimity of the five permanent members of the Security Council in decisions concerning peace and security, or at least to annul Chapter VI.

Apparently some people find the framework of the United Nations so restricting and the Charter adopted at San Francisco so cumbersome that they wish to deprive the minority of the weapon of self-defence provided for it by the Charter. But try as they may to divert attention, by their clamour about the so-called veto, from the fundamental questions raised by the USSR delegation, the agents of imperialism will fail, for all honest men realize that the attacks on the unanimity rule are an integral part of war propaganda, a smoke-screen concealing preparations of war, a mask for illegal actions organized under the eyes of the United Nations.

If at the present time, when Article 27 of the Charter is still in force, we are witnesses of the ever-greater disruption caused by the warmongers and violators of the Charter, what will it be like tomorrow if this bastion, Article 27, is removed and the elemental forces of lawlessness surge unchecked around the United Nations? Whether the actual initiators of the proposal for the revision of Article 27 want this or not, whether they foresee it or not, it would be the beginning of the end of the United Nations.

Perhaps this accords with the plans of the warmongers, but it does not accord with the aims of the champions of peace and international security. It is exactly because the friends of peace believe in the wisdom and the power of the peoples that they want to believe also that the United Nations will find the internal strength to over-

cherche à accuser l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie de menacer l'intégrité et l'indépendance de la Grèce.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au Conseil de sécurité n'aurait pas rempli son devoir envers les seize républiques de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et envers l'Organisation des Nations Unies, s'il avait voté en faveur de la proposition visant à nommer un Haut-Commissaire, ou à créer une Commission permanente. Une telle proposition constitue en effet une mesure préparatoire en vue d'une nouvelle intervention en Grèce et elle étendrait aux autres pays balkaniques l'immixtion qui se produit déjà dans les affaires intérieures de la Grèce.

C'est précisément dans ces conditions — au moment où les fauteurs de guerre deviennent de plus en plus insolent et, sans se contenter de créer et d'entretenir artificiellement une psychose de guerre, prennent des mesures d'ordre pratique qui ne peuvent manquer de provoquer l'inquiétude des peuples — que ceux qui restent fidèles à la Charte des Nations Unies et aux décisions prises par l'Organisation se voient demander d'adopter la proposition de convocation d'une conférence spéciale pour l'abolition du principe de l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en ce qui concerne les questions relatives à la paix et à la sécurité, ou du moins pour supprimer le Chapitre VI de la Charte.

Apparemment certains Etats trouvent trop étroit le cadre de l'Organisation des Nations Unies et la Charte adoptée à San-Francisco les gêne tellement qu'ils voudraient enlever à la minorité les moyens de défense qui lui ont été conférés par la Charte. Cependant, quel que soit le bruit que les agents de l'impérialisme fassent au sujet de la règle dite du veto afin de faire oublier les questions essentielles soulevées par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, leurs efforts échoueront, car tous les gens honnêtes comprennent que les déclarations dirigées contre le principe de l'unanimité font partie intégrante d'une propagande belliciste et constituent un rideau de fumée qui masque les préparatifs à la guerre ainsi que les actes illégaux que l'on commet au su de l'Organisation des Nations Unies.

Si aujourd'hui, malgré l'existence de l'Article 27 de la Charte, nous assistons aux agrissements de plus en plus subversifs des fauteurs de guerre et des violateurs de la Charte, que sera-ce demain, lorsque la digue que constitue l'Article 27 sera supprimée, laissant l'Organisation des Nations Unies submergée par l'arbitraire? Que ceux qui proposent de reviser l'Article 27 le veuillent ou non, qu'ils le prévoient ou non, ce sera le commencement de la fin pour l'Organisation des Nations Unies.

Il se peut que cela corresponde aux projets des fauteurs de guerre, mais cela ne satisfait pas les aspirations des partisans de la paix et de la sécurité internationales. C'est parce que les amis de la paix croient en la sagesse et en la force des peuples qu'ils veulent espérer que l'Organisation des Nations Unies trouvera en elle-même les

come the difficulties which the planners of aggression are trying to place in its path.

What is necessary to overcome these difficulties?

First of all, it is necessary to adopt the USSR delegation's proposal of 18 September last, which has the full and unqualified support of the delegation of the Ukrainian Soviet Socialist Republic, for the speedier implementation of the General Assembly's recommendation of 14 September 1946 for the reduction of armaments and the elimination of the atomic weapon from the national armaments of all States Members of the United Nations. The urgent measures for the muzzling of warmongers provided in the USSR proposal should also be adopted.

Secondly, strict and punctilious observance of the United Nations Charter by all Members, without exception, is essential.

Thirdly, it is essential that the co-operation of the five great Powers, which ensured the victory of the United Nations in the greatest war in the history of mankind, should form, as well, the basis of concerted action for the maintenance of peace and security in the post-war period. The matter rests with you, gentlemen.

Fourthly, it is essential to respect the sovereignty, independence and national dignity of peoples and countries, however small. The concept of equality of rights and self-determination of peoples, excluding all claims for the domination by some Powers over others, must become the law of international life in relations between States.

May I recall, in this connexion, the wise words of the great Generalissimo Joseph Vissarionovitch Stalin, spoken by him on 23 March 1946, on the subject of the United Nations:

"The strength of this international Organization lies in the fact that it is based on the principle of the equal rights of States, and not on the principle of the domination of some States over others. If the United Nations succeeds in maintaining the principle of equal rights in the future, it will, undoubtedly, play a great positive role in the cause of guaranteeing international peace and security."

All supporters of peace and international co-operation will never forget these words. They will work tirelessly on behalf of peace, and will strive for peace against the dark forces of evil, the pernicious forces of reaction and aggression.

During the course of Mr. Manuilsky's speech, Mr. Aranha resumed the Presidency.

The PRESIDENT: The next meeting of the General Assembly will be held tomorrow at 11 a.m.

The meeting rose at 5.55 p.m.

ressources qui lui permettront de surmonter les obstacles dressés sur son chemin par ceux qui préparent des plans d'agression.

Que faut-il pour surmonter ces obstacles?

Il faut, premièrement, adopter la proposition de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en date du 18 septembre dernier, proposition que la délégation ukrainienne appuie entièrement et dont l'objet est de hâter la mise en oeuvre de la recommandation de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1946, concernant la réduction des armements et l'exclusion de l'arme atomique des arsenaux de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies; il convient d'adopter également les mesures urgentes prévues dans la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue de réprimer les agissements des auteurs de guerre.

Deuxièmement, il est indispensable que tous les Membres de l'Organisation, sans exception, observent de façon rigoureuse les termes de la Charte des Nations Unies.

Troisièmement, il faut que la collaboration des cinq grandes Puissances, qui a permis aux Nations Unies de remporter la victoire dans la plus grande des guerres de l'histoire, serve également, la guerre finie, de fondement pour une action concertée en vue du maintien de la paix et de la sécurité. Cela dépend de vous, Messieurs.

Quatrièmement, il faut respecter la souveraineté, l'indépendance et la dignité nationale des peuples et des Etats, si petits soient-ils. L'idée de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, excluant toute prétention à la domination d'une puissance sur d'autres, doit devenir pour tous les pays la loi de la vie internationale.

A ce propos, qu'il me soit permis de rappeler les paroles profondes que le grand généralissime Joseph Vissarionovitch Staline a prononcées le 23 mars 1946 au sujet de l'Organisation des Nations Unies:

"La force de cette Organisation internationale réside dans le fait qu'elle est fondée sur le principe de l'égalité des droits des Etats, et non sur le principe de la domination de certains Etats sur d'autres. Si l'Organisation des Nations Unies réussit, à l'avenir, à conserver ce principe d'égalité des droits, elle jouera sans aucun doute un grand rôle positif comme garante de la paix et de la sécurité internationales."

Les partisans de la paix et de la collaboration entre les peuples n'oublieront jamais ces paroles. Sans ménager leurs efforts, ils travailleront pour la paix; ils lutteront pour la paix contre les sombres forces du mal, contre les forces pernicieuses de la réaction et de l'agression.

Pendant l'intervention de M. Manuilsky, M. Aranha a repris sa place au fauteuil présidentiel.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): La prochaine séance de l'Assemblée aura lieu demain à 11 heures.

La séance est levée à 17 h. 55.